

## Introduction de Pierre Laurent

Le Conseil national réuni le 13 septembre dernier a convoqué notre congrès pour les 7, 8, 9 et 10 février 2013. Depuis cette date, le processus s'est engagé. Les quatre missions que nous avons élues sur le projet de base commune, sur les candidatures, sur les statuts et la commission de transparence de nos débats sont au travail. Le site Internet du congrès qui accueillera textes, contributions, mises en débat est, sous la responsabilité de la Commission transparence, ouvert. Notre Conseil national de ce week-end va franchir une nouvelle étape essentielle: nous ferons le point du travail des commissions et adopterons demain le projet de base commune que nous soumettrons au débat et à l'enrichissement des communistes. Avant de passer la parole à Pierre Dharréville qui anime la commission chargée d'élaborer cette base commune, je veux, dans cette brève introduction, rappeler la portée de ce que nous entreprenons avec ce congrès et vous faire quelques propositions susceptibles de dynamiser sa préparation. L'allocation que j'ai prononcée à la Fête de l'Humanité, le rapport de Patrice Bessac et la discussion du Conseil national du 13 septembre nous ont déjà permis de souligner notre ambition. Elle est élevée. Je crois que cela n'est pas passé inaperçu. Et c'est un signe. Il y a beaucoup d'attentes. Cette ambition n'est pas une tocade. Elle correspond à ce que nous estimons nécessaire dans la période, mais aussi à ce que nous pensons possible de réaliser.

Nous partons de plusieurs constats essentiels: une crise historique qui met à l'ordre du jour des transformations de société de très grande ampleur; des forces humaines et matérielles intéressées à ces transformations sont en plein développement mais elles sont elles-mêmes entravées par la crise; le changement de pouvoir après dix ans de domination de la droite est marqué par de fortes exigences populaires mais aussi par l'incapacité du pouvoir socialiste à les satisfaire; enfin, l'attractivité nouvelle, après deux décennies très difficiles, des idées communistes de dépassement des logiques capitalistes est marquée par le renouveau entre-

pris du Parti communiste et les premiers succès de la dynamique du Front de gauche enclenchée au lendemain de notre congrès de 2008. Ainsi, nous avons conscience, comme le soulignait Patrice Bessac, d'être à la fois devant de grandes urgences et des questions de longue portée. Conscience également que l'issue à la crise se joue dans une bataille, une lutte de classes farouche, et que les dangers de la situation sont grands. Précisément pour cette raison, notre intuition est que l'urgence est à pousser en tous domaines l'audace de nos initiatives politiques: la clarification de notre projet et sa mise en débat à grande échelle dans le pays; la mise en mouvement politique et populaire de la société, et pour cela, la conception d'une nouvelle étape du Front de gauche pour pousser sa dimension de front populaire; l'amplification des dimensions européennes et internationales de notre combat; le renouveau poussé plus loin encore de notre parti. De la qualité de nos initiatives politiques va beaucoup dépendre. Car, à la fois, existe la possibilité d'une unité populaire large pour des objectifs de transformation sociale et persistent, malgré la victoire du printemps dernier sur la droite, des verrouillages de la situation politique qui empêchent la percée de ces forces de changements. Notre congrès doit donc être un congrès d'offensive politique pour faire progressivement sauter ces verrous qui peuvent donner prise, si nous ne parvenons pas à lever les obstacles, à de fortes poussées de désarroi et à des replis politiques, voire de fortes poussées de l'ultra droite. C'est le sens de l'ambition que nous voulons donner à ce congrès et qui, seule, peut conjurer les risques.

L'évolution de la situation depuis l'entrée en fonction du pouvoir socialiste était prévisible. Mais la vitesse à laquelle se concrétisent les contradictions confirme ce besoin d'initiative politique, dans l'urgence et dans la durée. Je veux souligner quelques traits de cette évolution. D'abord, la violence persistante de la crise avec une montée rapide du chômage, et des difficultés de vie, de pouvoir d'achat, de logement, de santé pour des millions de personnes. Sans parler de la dégradation spectaculaire qui se

poursuit en Grèce, en Espagne, au Portugal et dans toute l'Europe. Je ne développe pas mais c'est le fond de toute la situation, de ce qui travaille les consciences. Ensuite, la mobilisation immédiate de la droite et du patronat pour contre-attaquer sans attendre depuis la défaite de la droite. Sous l'impulsion du grand patronat et de toutes les forces de droite, la pression politique sur le Président de la République, sur le gouvernement, sur la gauche, sur les salariés et sur le peuple de France, s'exacerbe jusqu'au paroxysme. Les forces du capital n'ont pas accepté le choix de changement de cap que les Français ont effectué au printemps dernier. En liaison avec les orientations et les forces libérales européennes, le patronat et la droite font feu de tout bois pour effacer le verdict démocratique issu des urnes, avec l'objectif de revenir à la politique menée depuis une décennie et particulièrement à celle de Nicolas Sarkozy. Ils entendent même pousser les feux plus loin encore, pour transformer la victoire de la gauche en déroute, en faisant adopter sur le plan économique les solutions capitalistes les plus libérales, sur le plan politique les reculs de la démocratie, sur le plan social un retour aux valeurs les plus réactionnaires.

La ratification du traité Sarkozy-Merkel était un premier objectif, mais elle est d'ores et déjà suivie d'un triple but: une pression maximum sur les choix budgétaires du gouvernement pour obtenir la cure d'austérité la plus forte possible; l'offensive pour faire décider dès l'automne des « chocs de compétitivité », autrement dit une énorme ponction de 30 à 40 milliards d'euros sur les salaires et la protection sociale au profit des dividendes et des revenus financiers; et enfin, dans le cadre des négociations paritaires, le plaidoyer pour un « compromis historique » voulu par les dirigeants du Medef visant à légaliser la flexibilisation maximum du travail.

Cette pression s'exerce dans tous les domaines, comme on le voit concernant le droit de vote des étrangers, ou avec le climat anti-musulmans (en fait, anti-milieux populaires des banlieues), ou encore avec les déclarations ouvertement homophobes de maires UMP contre le mariage des ho-



mosexuels. Face à cette pression revanche de la droite et du patronat, qui commanderait d'en appeler à la mobilisation populaire pour défendre le changement, l'Exécutif et le Parti socialiste – et c'est l'autre caractéristique de la situation – semblent entrer en dépression, multipliant les dérobades, les reculs, les concessions comme on l'a vu avec les « pigeons » ou face aux plans de licenciements, quand ils ne précèdent pas les instructions patronales ou de la droite, comme on le voit avec Manuel Valls, ou encore l'adoption du traité sans la renégociation promise. Il n'a donc pas fallu trois mois pour que soient mises à nu toutes les contradictions du pouvoir socialiste: prétendre réorienter l'Europe et ratifier le traité qui tourne le dos à cette réorientation; déclarer les plans de licenciements « inacceptables » et les laisser s'appliquer un à un; réintroduire quelques mesures de justice fiscale et annihiler la portée de ces mesures par l'amplification de l'austérité; dire sa confiance aux collectivités locales d'une main et les asphyxier budgétairement de l'autre. Dans ces conditions, notre devoir est de prendre plus que jamais l'initiative pour rassembler et mobiliser les forces du changement, mettre en échec les prétentions de la droite et obtenir des changements de cap des orientations du pouvoir et du PS. Les salariés en lutte qui se sentent déjà lâchés, toutes celles et tous ceux qui, à gauche, sont dans le désarroi face à cette situation cherchent comment agir, doivent pouvoir compter sur nous, sur le Front de gauche, sur nos parlementaires et nos élus, sur tous les fronts d'action et de rassemblement que nous pouvons contribuer à créer.

De ce point de vue, ce que nous venons de réaliser en quelques semaines depuis la Fête de l'Humanité, si peu de

temps après la rentrée politique, est remarquable et inédit. La Fête de l'Humanité, la manifestation du 30 septembre, les centaines d'initiatives tenues sur le traité européen ou aux côtés des salariés en lutte indiquent le chemin à suivre et l'existence de forces disponibles pour réagir. Les manifestations du 9 octobre de la CGT et l'appel des 120 économistes contre le traité sont d'autres signes encourageants.

Notre bataille sur le traité européen, si elle n'a pas pu empêcher la ratification parlementaire, a fait bouger les lignes, en sortant cet enjeu de l'ombre où le PS voulait le maintenir. Il est à noter que contrairement à ce qu'il a prétendu, il n'a pas obtenu de majorité de gauche. Sur l'ensemble des deux assemblées, 99 parlementaires de gauche n'ont pas ratifié le traité, soit en votant contre pour 77 d'entre eux, soit en s'abstenant, soit en ne prenant pas part au vote.

Notre bataille a également permis de mettre en lumière la fragilité de l'argumentaire socialiste. Bernard Cazeneuve déclarant par exemple au Sénat: « Nous n'aurions pas écrit ce traité, nous ne l'aurions pas signé, aujourd'hui, s'il faut le ratifier, nous devons le lire autrement ». Eh bien, continuons à les prendre au mot de leurs contradictions: si l'heure est à la réorientation de l'Europe, qu'ils le prouvent.

Poursuivre partout les batailles pour une autre Europe. Deux des prochaines étapes sont la réunion des parlementaires et élu-e-s européens organisée par le PGE le 27 octobre à Paris ici même, et la tenue du forum Florence+10 les 9, 10 et 11 novembre en Italie. Après le refus de la Commission européenne d'enregistrer sa proposition d'initiative citoyenne européenne, le Parti de la gauche européenne devrait décider la reprise de l'initiative sous une autre forme dans quelques jours.

Je propose que, dans le même esprit, nous amplifions les initiatives du CN pour transformer les multiples luttes dans le pays contre les licenciements en un grand mouvement d'action pour l'adoption des lois anti-chômage: notre proposition d'interdiction des licenciements boursiers, la création d'un système de sécurisation de l'emploi et de la formation et la création de droits et pouvoirs nouveaux pour les salariés et leurs syndicats dans les entreprises, l'amnistie des syndicalistes.

Des mobilisations visibles doivent également s'organiser en lien avec les débats budgétaires qui s'annoncent au

Parlement sur le projet de loi de finances et la Sécurité sociale, ainsi que des mobilisations en lien avec les enjeux d'investissement et services publics dans les collectivités locales. La bataille engagée en Ile-de-France sur les transports en est un exemple. Enfin, je pense qu'une mobilisation d'ampleur nationale doit être reprise pour le droit de vote des étrangers qui, sinon, sera une nouvelle fois enterrée. Initiative politique sans attendre donc, et initiative politique de large portée.

J'en reviens à notre congrès. Pierre Dharréville vous présentera dans quelques minutes le sens de la proposition de base commune travaillée par la commission. Nous allons améliorer encore ce texte et l'adopter demain après ce travail. Nous devrions, je le crois, aborder ce travail et celui qui suivra dans les semaines à venir avec tous les communistes, dans un esprit de large rassemblement.

Après l'adoption du projet par le Conseil national, nos statuts prévoient la possibilité, dans les cinq semaines suivantes, du dépôt de textes alternatifs. Ce délai expirera donc le 17 novembre prochain.

Mais je veux rappeler que l'esprit des statuts est bel et bien de travailler jusqu'au bout à un texte qui rassemble un maximum de communistes. Je crois que cet état d'esprit est aujourd'hui celui de l'immense majorité des communistes. Nous devons donc continuer à nous donner les moyens d'un enrichissement continu de cette base commune entre notre réunion du Conseil national et le congrès. La force du texte que va vous proposer Pierre

concourra, j'en suis certain, à cet ob-

jectif. Mais je veux faire une autre proposition dont nous avons discuté en Comité exécutif. Nous pourrions tenir, d'ici le congrès, cinq initiatives publiques de caractère national, portant sur des enjeux-clés du congrès. Ces initiatives dynamiques, fortement médiatisées, seraient l'occasion de produire des textes de référence, travaillés collectivement, constituant tout à la fois des repères et des enrichissements de nos débats. Elles constitueraient également des repères d'action dans notre travail de rassemblement et de mise en mouvement populaire. Les trois premières initiatives se tiendraient d'ici la fin de l'année.

Le 10 novembre, nous inviterions ici plusieurs centaines de nouveaux adhérents du Parti pour une rencontre consacrée au renouveau du Parti communiste. Nous lancerions à cette occasion, et pour toute la durée de préparation du congrès, une grande campagne d'adhésion au Parti communiste.

Le 24 novembre, nous tiendrons dans le Nord, en terre ouvrière, un grand rassemblement consacré à notre conception du redressement productif de la France, la classe ouvrière, l'industrie, le travail, une nouvelle conception du développement productif... toutes ces questions majeures seraient traitées.

Le 8 décembre, nous tiendrons à Marseille, dans les quartiers populaires, une grande rencontre sur notre conception de la République et de l'égalité, sur la lutte contre toutes les formes de division et de discrimination dans notre peuple.

Les deux autres rencontres se tiendront l'une à la mi-janvier, à Paris, à l'occasion des vœux, en présence de centaines d'invités et l'autre, fin janvier, à quelques encablures du congrès, dans un lieu qui reste à déterminer, sur le sens et la portée de notre engagement communiste. Chacune des contributions de ces rencontres serait versée au débat des communistes et contribuerait chaque fois à rendre plus visible et plus lisible l'ambition que nous nous donnons, à nourrir le débat dans le Parti, dans le Front de gauche et dans la société tout entière.

Permettez-moi d'attirer également votre attention sur la contribution collective signée de plusieurs dirigeants de notre parti. Cette contribution a vocation à alimenter une réflexion transversale, en amont de tous nos débats, pour donner à la prise en compte des exigences féministes la place qu'elles méritent et que, bien souvent, elles n'ont pas. Je crois que cette contribution peut utilement nourrir nationalement et localement des débats tout au long de la préparation du congrès.

Un mot maintenant sur les enjeux de renouvellement de notre direction et sur la révision des statuts sur lesquels Jacques Chabalier et Isabelle De Almeida introduiront nos débats. Je n'anticipe pas sur leurs présentations, mais veux juste formuler une remarque sur chaque question.

Sur la direction nationale : nous ne l'avons pas renouvelée depuis fin 2008, soit quatre ans, à l'exception du changement de secrétaire national en juin 2010. Cette direction a accompli un très gros travail pendant cette pé-

riode, avec les résultats positifs que l'on connaît, un parti dynamique et mieux uni. Cela nous donne la possibilité d'avancer sereinement dans la continuité, et d'un même pas, de franchir une étape significative de renouvellement. Je souhaite que nous soyons capables d'aborder collectivement, sans tabou et dans la confiance, le défi de ce renouvellement.

Sur la révision des statuts, qui n'appelle pas de procédure de textes alternatifs, nous disposons d'un peu de temps. Nous proposons donc qu'Isabelle nous expose l'état d'esprit de la commission à ce jour. Notre discussion permettra de préciser le mandat de travail que nous lui fixons. Nous pourrions adopter le projet de statuts lors de notre prochain Conseil national.

Nous proposons, pour cette raison, de tenir ce prochain Conseil national le mercredi 21 novembre. Il pourrait aussi, le même jour, acter l'existence ou non de textes alternatifs à la base commune de discussion, faire un nouveau point sur le travail de renouvellement des directions et adopter le projet de nouveaux statuts.

Dès lors, l'ensemble des textes pourrait être envoyé aux communistes. Nous proposons là aussi de renforcer notre dispositif d'information. Dès après notre réunion de ce week-end, une lettre de quatre pages parviendrait à chaque adhérent avec un calendrier et un mode d'emploi du congrès. Après le Conseil national du 21 novembre, un document complet sous la forme d'une brochure de 72 pages, au format de la *Revue du projet*, partira à tous les adhérents, comprenant tous les textes accompagnés de nom-

breuses contributions permettant à chacun de prendre connaissance des débats. Ainsi, chacune et chacun sera à même d'entrer dans la dernière phase des débats avec le maximum d'éléments en main.

Si des textes alternatifs sont déposés, cela nécessiterait, conformément aux statuts, un vote des communistes pour choisir l'unique base commune de décision sur laquelle se mènera le travail d'amendements en janvier et février dans les conférences de section et de fédération et au congrès. Ce vote, s'il est nécessaire - nous le déciderons le 21 novembre - aura lieu les 14 et 15 décembre.

Je veux, pour conclure, insister sur l'important travail qui nous attend pour associer tous les communistes à ces débats. Nous disposerons pour cela de la nouvelle carte du Parti.

Nous proposerons que cette carte soit disponible avant le vote des communistes et que la remise de la carte, associée à la cotisation qui ouvre droit à l'exercice de la souveraineté, soit entreprise à grande échelle à partir de cette date, avec une visite systématique et, prioritairement, des adhérents que nous voyons le moins. Voilà, chers camarades, les quelques éléments d'introduction que je tenais à livrer à nos débats. La parole est désormais à un autre Pierre. Avant de lui céder la parole, je vous informe qu'Alain Hayot reviendra en détail sur les initiatives « Aragon aujourd'hui » que nous allons tenir du 14 novembre au 19 décembre, place du Colonel-Fabien.

## Rapport de la Commission du texte

Pierre Dharréville

**N**ous avons quatre semaines pour vous présenter un texte. Un texte qui soit à la hauteur de l'ampleur particulière des enjeux de notre congrès.

Dans ce délai disons-le sportif, nous avons essayé d'effectuer ce travail en mariant audace et humilité. Je veux remercier l'ensemble des membres de la commission pour leur investissement et leur disponibilité à s'inscrire dans la démarche que je leur ai proposée. La commission s'est réunie cinq fois pour cerner les enjeux, élaborer des contenus, définir un plan, travailler sur le texte, et l'aider à être utile. Si le temps nous a fait défaut, nous avons cependant essayé de fournir un vrai travail collectif et de prendre en compte l'apport de tous afin de construire un projet de base commune à la fois clair et rassembleur.

Il y a mille manières de porter un discours politique, de dire ce que nous voulons. Les uns, les unes et les autres, nous le faisons chaque jour,

selon les circonstances, avec notre personnalité. Le texte d'un congrès n'a pas vocation à gommer tout cela. C'est un exercice singulier que celui de proposer un texte qui doit devenir notre bien commun, puisque c'est son ambition. Un exercice qui impose de grandes exigences, parfois de la retenue.

Toujours est-il que nous avons choisi d'écrire un texte qui permette aux communistes de débattre et de décider de leurs orientations, mais aussi de s'adresser ensemble largement à la société. Nous avons voulu qu'il donne envie autant qu'il donne à penser. C'est ce qui nous a conduits, dans sa tonalité et son écriture, à essayer de lui faire incarner le souffle que nous voulons donner à notre congrès. Cela pourra surprendre, je ne sais pas si c'est du rock n' roll. Mais en tout cas, nous avons, dans le même mouvement, tenté d'éviter que certaines de ces audaces viennent alimenter des débats inutiles et de donner vie à « l'humain d'abord ». Chacune, chacun a projeté sur ce

texte ses désirs, ses espoirs, ses préoccupations, ses craintes, peut-être. Les communistes ont beaucoup de choses à dire sur le monde et sur la politique. Et ce texte, fut-il meilleur qu'il n'est, hélas, n'y suffira pas. Des contributions ont été produites au sein de la commission, et dans le cadre de l'appel que nous avons lancé. Elles sont d'une grande richesse et approfondissent notre compréhension du monde sur de nombreux sujets. Nous avons essayé d'intégrer dans ce texte l'acquis du travail des secteurs et commissions, sans pouvoir l'y faire entrer dans son entier. Il y en a des éléments à rassembler pour construire notre politique ! Mais je crois que nous sommes parvenus à vous proposer un raisonnement qui cherche à restituer la cohérence de notre démarche.

Je veux enfin souligner que le congrès ne se résumera pas à ce texte. Il sera un événement par la manière dont nous le préparerons, par les multitudes de discussions que nous aurons et par les décisions que nous pour-



rons y prendre. Comme lors de notre congrès précédent, où il avait permis de produire des choix audacieux, le texte en est un des outils.

**J'en viens à son contenu**, en étant relativement succinct pour vous épargner une piètre paraphrase du texte dont vous avez pris connaissance. Par bien des aspects, nous connaissons un ou des changements d'époque majeurs. Nous avons donc choisi d'affirmer une ambition politique renouvelée et d'en situer l'actualité. Nous avons voulu que le texte commence sur cette affirmation, et non pas sur une description de l'État du monde, et des dramatiques méfaits du capita-

lisme, même si c'est bien là que s'enracine notre projet. Il s'agissait également de pointer les contradictions à l'œuvre, de comprendre les évolutions, et de voir ce qui grandit de notre espoir dans le monde d'aujourd'hui. Si le travail de clarification de notre projet est toujours en cours, dire le mieux possible le sens et le but de notre combat nous a semblé être essentiel. Sans pour autant verser dans un développement programmatique, puisque nous sortons d'une période où nous avons porté haut un programme, *L'humain d'abord*, qui, s'il peut susciter des discussions, n'est certainement pas caduc.

**Le deuxième axe** consiste à définir le chemin que nous voulons tracer pour porter notre ambition révolutionnaire. C'est la partie plus stratégique du texte, qui évoque les conditions de la bataille politique, les choix que nous devons faire, notre posture dans le contexte du gouvernement Ayrault, et l'avenir du Front de gauche. Nous avons choisi de mettre en avant l'exigence d'une stratégie internationaliste qui prenne mieux en compte la dimension européenne et mondiale de l'action que nous devons mener.

**Enfin, le troisième axe** vise à conforter le nouvel élan du Parti communiste, à mesurer nos insuffisances et les défis auxquels nous nous trouvons confrontés, et à poursuivre sa

dynamique de transformation pour être toujours plus utiles à notre peuple et à notre combat. Je vous le signale au passage, comme je m'y étais engagé, un débat s'est déroulé dans la commission à propos de la manière dont nous traitons des expériences se réclamant du communisme au XX<sup>e</sup> siècle. Une proposition intéressante m'est parvenue à ce propos.

En somme, la gravité de la crise vécue au quotidien, crise du système, crise de civilisation, nous place au pied du mur de véritables transformations. Tout y appelle. Nous voulons les rendre possibles.

Le cheminement de pensée nous a poussés à ne pas faire un texte à tiroirs, où l'on traite les sujets en compartiments, mais à essayer de les y intégrer comme partie d'un tout. Je crois qu'il peut en ressortir au final l'idée d'un parti à l'offensive, en guerre contre le sentiment d'impuissance et habité par un grand projet d'humanisation du monde. Il peut en ressortir notre choix résolu et enthousiaste de faire grandir le Front de gauche et de contribuer à mettre en route la révolution citoyenne pour gagner le changement. Nous voulons changer le monde. Maintenant.

Notre texte est en construction, et nous vous proposons une nouveauté qui vise à engager un réel débat de fond plus qu'un débat de forme, qui pourra enrichir notre réflexion et nous permettre d'aller plus loin, y compris dans le texte, grâce à la réflexion collective sur les grandes questions qui nous sont posées. Nous avons déposé sur vos tables un document complémentaire, qui vous a été envoyé hier soir. Nous n'avons pas pu y travailler avant, mais nous proposons à quelques endroits importants du texte d'ouvrir ce que nous avons appelé des fenêtres, qui ne font pas partie du texte que nous soumettons au vote des communistes, mais qui sont autant de marqueurs pour pointer ce qui nous apparaît essentiel comme enjeux du débat et comme réflexions à pousser ensemble pour enrichir notre analyse et nos initiatives. Cela pourra nous permettre d'unifier notre discussion, même s'il n'y a là aucun caractère d'exclusivité : rien ne saurait être exclu de notre discussion. Il nous a semblé que cela pouvait être utile, y compris pour susciter une dynamique de débat qui soit la plus forte possible, impliquant un maximum de communistes.

D'autres débats naîtront, mais nous vous proposons déjà d'en susciter cinq, qui ont été des enjeux de discussion au sein de la commission et donc identifiés comme autant de débats à poursuivre.

- D'abord, quelles issues à la crise ? La caractérisation de la crise pourrait être beaucoup plus conséquente, à cause de ses dégâts multiples et de son caractère mondial, à cause aussi des mécanismes à l'œuvre que nous devons bien démonter pour les combattre, à cause enfin des solutions à faire grandir. C'est le système capitaliste qui est en cause et que nous voulons dépasser. Ce système qui produit un esprit de société si bien décrit par le sculpteur port-de-boucain Moralès, représentant une immense échelle surmontée d'un trône, à laquelle grimpent des êtres humains enfouaillés, qui ne rechignent pas à se marcher sur la tête. Crise économique et monétaire, crise sociale, crise écologique, crise démocratique et politique, crise anthropologique. Il faut en sortir. Nous proposons que le débat des communistes s'essaie à mieux identifier les questions et les leviers dont nous pouvons disposer pour faire face.

- Ensuite, il y a cette question essentielle de la montée des phénomènes de division, d'isolement des individus et d'affrontements identitaires, que nous devons mieux appréhender. L'ethnicisation des rapports sociaux a été l'un des objets de notre discussion. Face à cette lecture des choses, a été souligné le besoin de ne pas renvoyer dos à dos nous-mêmes, les hommes et les femmes concernés, mais de travailler à faire grandir le goût de l'universel. De même, il ne s'agit pas d'opposer ou de hiérarchiser les différentes discriminations. Nous avons vu la laïcité maltraitée allègrement dans le débat public. De nombreux exemples dans l'actualité récente nous montrent la violence de l'offensive et ses dégâts lorsque surgit la barbarie comme ce fut le cas récemment à Marseille où les hommes et les femmes de ce peuple Rom ont été violemment rejetés par d'autres hommes et femmes. « *Le malheur au malheur ressemble*, écrivait Louis Aragon, avant de poursuivre : *Ah je suis bien votre semblable, ah je suis bien pareil à vous !* » Pour brouiller la perception de l'affrontement de classe, on essaie ainsi de faire émerger des lectures du monde que nous devons contester avec force. Nous sa-

vons combien se sont constitués sur la base de ces clivages des mouvements politiques qui ont structuré la montée des idées d'extrême droite. Nous proposons de poursuivre ce débat pour mieux comprendre ce qui est à l'œuvre et réfléchir à la façon dont nous pouvons agir afin de rassembler le plus grand nombre sur une volonté de transformation progressiste.

- Autre sujet, celui de la révolution citoyenne et de notre stratégie pour gagner le changement. Elle pose la question essentielle de notre rapport au reste de la gauche et au pouvoir actuellement en place. Comment définir notre position de fond à son égard ? Et comment gagner des mobilisations populaires sur cette base, afin de faire bouger les lignes ? Ce débat est en train de grandir dans notre parti, après l'adoption du traité et les déclarations du Président de la République se félicitant avec un certain mépris que la gauche se soit rassemblée pour le voter. Nous devons faire échec à la tentative de marginalisation qui semble se mettre en place, et en même temps l'ampleur des contradictions face auxquelles va se trouver le gouvernement ne pourra pas laisser le peuple de gauche de marbre. Allons plus loin pour dire ce que nous entendons concrètement par révolution citoyenne.

- Nous pourrions également pousser le débat, y compris avec nos partenaires du Front de gauche et avec celles et ceux qui s'y reconnaissent, sur l'avenir du Front de gauche. Nous sommes porteurs de propositions, qui méritent d'être approfondies dans une démarche collective et interactive. Nous devons élaborer ensemble les moyens qui peuvent nous permettre de franchir un nouveau palier. Cela pose parfois des questions très concrètes.

- Enfin, nous pourrions, en lien avec le travail engagé sur les statuts et les directions, pousser encore notre réflexion sur les transformations du Parti, sur les expérimentations à reprendre et à entreprendre, sur l'ensemble des questions qui touchent à notre vie démocratique et à notre capacité de déploiement, sur la capacité de notre parti à se laisser investir par les hommes et les femmes qui cherchent un avenir.

Je voudrais également dire un mot très rapide des quelques amendements qui n'ont pas été intégrés au texte que vous avez, et dont nous

souhaitons que vous puissiez les prendre en compte dans votre réflexion afin d'avancer. Lorsque l'on écrit, on suit une logique, un style, on corrige, on supprime, on modifie, et parfois, en réglant des problèmes, on s'en crée d'autres. C'est le jeu.

En relisant le texte qui vous a été envoyé, la commission a donc constaté quelques-uns de ces problèmes et vous propose de les résoudre car son intention ne se trouvait pas totalement respectée.

D'abord, sur la crise, où un travail conséquent a été fourni par plusieurs camarades, que nous avons dû concentrer, nous pensons qu'il faut mieux indiquer d'entrée la nature de la crise, qui est liée à l'acharnement violent des forces de la finance. Ensuite, nous avons voulu préciser que produire pour nous ne pouvait s'imaginer sans respecter la planète, même si cela est dit aussi ailleurs. Nous avons également renforcé la présence de la référence européenne et essayé de pallier à quelques omissions involontaires.

Notre réunion d'hier a abordé au moins une question supplémentaire dont je voudrais vous faire part. La première concerne la féminisation globale du texte. Nous avons fait le choix, dans un premier temps, d'essayer l'écriture vraiment au féminin et au masculin, sans règle de préséance, comme on écrirait un texte qui doit être lu, en s'épargnant le recours aux tirets utilisés dans nos textes précédents. Globalement, c'est un effort que nous ne regrettons pas car il pousse plus loin l'exigence de penser de façon égalitaire et hache moins la lecture. Mais nous ne voudrions pas que cette tentative soit vécue comme un recul sur notre parti pris féministe. Nous avons donc demandé à une éminente personnalité de la commission de repasser le texte au peigne fin, de corriger les oublis d'une part et effectuer le travail de tirets où il est nécessaire.

Un mot enfin sur le titre, car nous voulions, pour donner force et personnalité au texte, lui donner un titre, qui avait été posé là à l'origine pour montrer notre ambition et que nous avons laissé. Nous avons choisi les mots d'un poète, Guillaume Apollinaire, écrits en 1917, en concédant qu'ils n'ont peut-être pas la rigueur démonstrative attendue par certains. Il faut savoir que Jean Jaurès appelait avant même le poète, en 1891 - on me dira que c'était sa période idéaliste

-, la justice à « *rallumer tous les soleils* ». Ce n'est pas notre proposition initiale mais, si cela faisait débat, nous pourrions aussi décider, pour que cela ne nuise pas à la réception du texte, de ne pas en faire le titre principal, mais, comme il arrive qu'on le fasse, pour essayer d'en indiquer la direction, de mettre cette phrase en exergue, et de prendre pour titre le sous-titre actuel, peut-être plus directement politique. Quoique Humanifeste, c'est un mot qui n'existe pas, un peu rebelle, non certifié par l'Académie, qui dit à la fois notre choix radical de l'humain et notre ambition de le faire résonner dans la société. Il porte une grande référence et en même temps, par le décalage créé, ne se fait pas prétentieux. Il nous a semblé de nature à attiser l'envie d'en savoir plus.

Plus généralement, il est parfois terrible lorsque l'on écrit que les intentions mises dans les mots ne s'y retrouvent pas et qu'on en lise d'autres qui n'y devaient pas figurer. On nous pardonnera - et l'on corrigera - ces maladresses, car nous ne prétendons pas au génie. Et notre discussion gagnerait à être menée dans cet état d'esprit, même si je nous sais parfois prompts à déceler dans quelques mots trop pauvres des désaccords fondamentaux. Mais pour nous, si nous gagnions à ne pas affaiblir sa petite musique et, peut-être, à ne pas trop l'allonger, ce texte est nécessairement imparfait et en chemin.

Vous le voyez, notre état d'esprit résolu est qu'il ne vienne pas clore les débats mais plutôt les ouvrir jusqu'au congrès, en même temps qu'il porte un souffle nouveau, en osant avec l'état d'esprit des communistes. Et nous avons la conviction que l'ambition qu'il porte peut largement nous rassembler. C'était en tout cas notre désir.

J'en ai déjà trop dit. Il m'aurait fallu plus de temps hier pour être plus court aujourd'hui.

Voilà, chères et chers camarades, rendue notre copie, qui désormais vous appartient. Puisse ce texte vivre, se faire vôtre et celui de l'ensemble des communistes. Puisse-t-il nous aider à faire de notre congrès l'événement que nous souhaitons. Et servir la profondeur de notre combat commun.

## DISCUSSION

### Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

L'adoption du TSCG annonce un nouveau moment politique. Il ne faut pas laisser s'installer l'aigreur dans la tête des gens du style : « les pigeons gagnent sur Facebook, le peuple perd dans la rue ». Il est donc indispensable de ne rien lâcher, d'animer la vie politique de débats, de nos propositions, de nos initiatives. Dans ce contexte, notre campagne contre l'austérité en démontrant les conséquences sur les budgets des collectivités est très importante. Mais portons aussi des « fils rouges » dans nos départements, par exemple la nécessité du droit au logement pour tous et l'interdiction des expulsions locatives.

### Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

Une course de vitesse se déroule entre ceux qui veulent tout privatiser ou breveter et ceux qui veulent un monde d'ouverture et de partage. Acta comme Hadopi, comme les essais de verrouillage de la révolution de l'impression 3D par des brevets participent de cette fen-

tative d'enfermer dans leur enveloppe actuelle les forces productives et créatrices. Avec l'impression 3D, les machines auto-répliquatives libres, l'open source hardware, les réseaux de Fab-lab, nous entrons dans le monde d'une 3<sup>e</sup> révolution industrielle. Il est temps d'aller à la rencontre des acteurs de cette nouvelle révolution, qui dépassent au quotidien les actuels rapports de production et d'échange.

### Nelly Faton – Jura

La situation est grave, pour certains le PS a franchi la ligne en votant le traité. Le gouvernement, en précipitant le vote sur le TSCG, a volé aux Français le temps de la démocratie pour que chaque citoyen puisse comprendre ce que l'Europe du capital va exiger d'eux. Ce qui est grave, c'est le tout info sur l'insécurité mais pas sur la violence que le traité va imposer avec l'aggravation de l'austérité pour tous. Le texte de notre congrès va permettre d'analyser la situation que nous vivons. Faisons participer autour de nous à cette réflexion et,

dans le même temps, soyons à l'initiative de tous les contrats pour faire réussir la gauche.

### Yves Dimicoli – Paris

Texte bien écrit, style offensif, mais ne met pas assez en relief les apports originaux et novateurs précis des communistes, leur utilité pour les luttes. Faire plus sur les services publics, au carrefour des enjeux économiques et de ce qui touche à tous les domaines de la vie. Leur essor soutiendrait la demande globale tout en continuant les progrès de productivité avec le développement des capacités humaines. Enjeu d'orientation du PCF : poursuivre l'élargissement pour rassembler afin de mobiliser à partir de nos avancées et du Front de gauche face aux déceptions du PS ; développer les apports autonomes des communistes à partir des acquis idéologiques nouveaux et propositions avec le déploiement de « Fronts de lutte » précis.

### Laurence Cohen – Val-de-Marne

Texte qui a du souffle, ouvrant des perspectives dynamiques. Ne pas tomber dans le travers d'un texte programmatique mais affirmer nos choix stratégiques, notre volonté de rassemblement. Besoin d'enraciner localement les 5 initiatives nationales, pour nourrir et développer les luttes. Montrer que le patriarcat traverse les rapports de classes permet une juste analyse de la société et des rapports d'aliénation. Dans cet esprit, notre contribution féministe participe à l'enrichissement de notre visée émancipatrice. Elle appelle à subvertir le pouvoir partout. Il faut donc bouleverser nos pratiques politiques, nos conceptions des directions, et élire des féministes/communistes à tous les niveaux de responsabilité.

### Aymeric Seassau – Loire-Atlantique

Nous ouvrons nos travaux dans un parti apaisé et mieux rassemblé. Nous voulons un congrès d'ambition et pas de conjoncture, un congrès sans tabou, qui tourne le PCF vers l'avenir et évite la surreprésentation des questions stratégiques. Le texte est une bonne base. Il y a besoin d'un travail de direction pour faire partager son ambition. Besoin de l'affiner, de l'enrichir, afin de lever des ambiguïtés sur notre rapport à la gauche. Les « fenêtres » ouvertes sont utiles pour approfondir les débats. Le texte ne pourra pas tout dire et doit rester dynamique.

### Marie-France Vieux-Marcaud – Rhône

Le texte proposé à partir d'un en-commun très large des communistes, sur analyses, champ de possibles, sens et ambition de notre projet, pousse sur des réflexions à partager, débattre comme composantes essentielles de notre matrice intellectuelle indispensable à notre bataille communiste. Nous avons besoin d'un projet porteur, mobilisateur, dont on voit et dont on peut communiquer le sens. Nous sommes en train de tourner une page pour écrire un nouveau chapitre, un nouveau parti pris communiste avec le parti qui correspond à cet objectif.

### Patrice Cohen-Séat – Paris

Nous avons décidé en 2008 d'engager une « refondation de nos conceptions et de notre projet ». Bien qu'écrit en un temps record, le texte proposé ouvre pour cela une étape très utile. Il devrait permettre d'avoir un débat de fond sur le sens de ce que nous voulons porter dans la société, et d'aborder des questions clés : travail (et pas seulement emploi), conscience de classe, nécessité cruciale d'une stratégie européenne, etc. On peut beaucoup avancer jusqu'au congrès. Il faudra aussi décider comment on continue ce travail de fond sans attendre le congrès suivant.

### Elisabeth Gauthier – Essonne

Comment développer maintenant une stratégie du discours et d'action politique ? Une proposition : le PCF propose au Front de gauche d'adopter comme posture de montrer ce que serait une politique de gauche de gouvernement correspondant à une volonté sérieuse de changement. A chaque occasion, dans le débat politique, en lien avec les luttes et les votes dans les institutions, le FG dirait haut et fort ce que serait sa politique de gouvernement. Pour répondre à l'attente des militant-e-s et sympathisant-e-s du FG, pour montrer ce qu'est une alternative, pour politiser les confrontations, pour faire vivre la dynamique FG. Et pour modifier les rapports de force, de concert avec les luttes politiques dans d'autres pays.

### Bob Injey – Alpes-Maritimes

La ratification du traité ouvre une phase nouvelle, celle d'un exécutif qui fait le choix, assumé, du marché contre les peuples. Face à cela la question qui monte est « que faire ? » Je me retrouve dans ce que porte le texte, avec l'ambition de « contribuer à faire (du Front de gauche) un grand mouvement capable de basculer le rapport de force à gauche jusqu'à rendre majoritaires les options de transformation sociale. » Répondre à cette ambition exige de se donner les moyens en termes de prise d'initiatives dans la durée.

### Marine Roussillon – Paris

Je partage l'idée d'une renaissance du projet communiste. Mais soyons attentifs à ancrer ce projet dans les contradictions du réel pour qu'il soit crédible. Exemple : le rôle croissant des savoirs dans le travail, l'économie, la démocratie a pour effet l'accroissement des inégalités, l'individualisation du travail sous prétexte de créativité. Mais il suscite aussi des aspirations nouvelles à la maîtrise et au partage. Le PS comme la droite met l'éducation au service de la division du salariat. Comment le PCF peut-il être à l'offensive sans entretenir le sentiment d'impuissance ? Faisons entendre nos propositions dans le texte, dans les initiatives proposées et dans des campagnes pour les prolonger.

### Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

Le cas de PSA Aulnay est révélateur de nos insuffisances. Notre congrès devrait y remédier. Le PS a pris la voie de trahison du PS de Grèce en disant oui à la fermeture de PSA 93. Notre manque d'implan-

tation dans la classe ouvrière (LD est plus présente à PSA). Notre position juste de non fermeture de PSA est insuffisante. En liaison avec des propositions de rupture révolutionnaire avec le capitalisme, nous devons avancer le mot d'ordre, dans les luttes, de nationalisation-socialisation. Le projet de base commune ne répond pas à ces questions. Il y a donc nécessité d'un texte alternatif réellement communiste.

### Nathalie Vermorel – Saône-et-Loire

La formation des adhérents est un droit et une nécessité, en particulier l'apprentissage à l'effort intellectuel de construction. Le texte proposé ne comporte-t-il pas une faiblesse à cet égard ? Dans le cadre de la préparation du congrès, nous pouvons prendre des initiatives qui allient réflexion générale sur la crise, le changement de société, l'ambition communiste ; réflexion transversale afin de sortir de nos pratiques verticales ; de prendre en compte la parole des adhérents autant que l'écrit. Le congrès doit comporter une dimension culturelle du niveau de notre ambition générale. J'aimerais y retrouver les affiches de P. Colrat qui étaient exposées au stand national à la Fête de l'Humanité.

### Daniel Cirera – Seine-Saint-Denis

Le nouveau : la crise et le mouvement contre l'austérité. En France, situation originale (différent d'Espagne et en Grèce). La droite battue et une majorité de gauche après le mouvement unitaire depuis 2009 sur les retraites. Approfondir la relation entre mouvement et politique, dans le débat sur les conditions du changement. Actualité du rassemblement pour la refondation de l'UE. Sur le clivage sur Europe ou droite/gauche, anticiper le piège des « deux gauches », particulièrement dans la perspective de 2014 avec la tension entre européennes et municipales.

### Fabienne Haloui – Vaucluse

Lutter contre la fragmentation de la société, la racialisation des rapports, c'est sortir du piège du déplacement de la question sociale sur le terrain identitaire, arme de division massive, à condition de ne pas opposer lutte contre l'exploitation capitaliste et lutte contre les dominations. Le racisme, le sexisme humiliant, discriminent, tuent parfois. 67 % des fils ou filles d'immigrés africains, français à 97 %, n'ont pas le sentiment d'être vécus comme tels. Ils sont plus discriminés. Les Français ont un problème avec la « différence », 57 % pensent que l'intégration fonctionne mal, les roms, les musulmans sont vécus comme des groupes à part. Nous sommes confrontés à un racisme culturel.

### Gérald Briant – Paris

Je partage les préoccupations de Fabienne Haloui ; pour preuve le débat idéologique à l'intérieur du PS où s'affronte Terra Nova qui propose de remplacer les classes populaires par les discriminés en terme d'électorat naturel de la social-démocratie et le groupe autour de la gauche populaire de Baumel et Kalfon qui veut réhabiliter la figure du « petit ouvrier blanc » pour coller au FN. C'est inquiétant pour l'état idéologique de la gauche et nous donne une responsabilité majeure : celle de réhabiliter la vision universaliste de la Révolution française.

### François Auguste – Isère

Le texte parle à juste titre d'une « démocratie réduite à un théâtre d'ombres ». C'est vrai notamment en Europe et le combat pour une alternative à gauche en France et en Europe est le même combat. La crise démocratique appelle un dépassement, construire un nouveau système de représentation, élus et citoyens ensemble, associés par de multiples formes et en permanence. Sur le Front de gauche mesurons bien la grande portée du résultat de l'élection présidentielle. Il faut franchir une nouvelle étape, avec des ateliers législatifs et des fronts, faire évoluer le FG dans un partenariat avec les citoyens, en bas et en haut, en expérimentant les formes de cette participation.

### Fabienne Pourre – Val-de-Marne

Réaction : qu'est-ce que l'ouvrier blanc ? Je m'insurge contre cette division-là. Elle est gravissime en plus d'être fautive. Regardons réellement ce qu'est la société française (INSEE). 12 millions de citoyens de ce pays sont liés à « des ailleurs », donc combien le sont dans leur « vraie » vie ? Il ne faut pas prendre nos désirs pour des réalités sur le Parti socialiste. Leur premier secrétaire va s'appeler Harlem Désir après avoir été secrétaire par intérim avec Najet Bel Kacem porte-parole. Ils ont « l'image » de la diversité et du renouvellement. Nous disons renouvellement et reconnaissance de chacun... pour le congrès. Unité contre division, parlons-en vraiment. Cette initiative publique, à Marseille, mérite d'exister ailleurs.

### Gérald Briant – Paris

Rassurons Fabienne Pourre, c'est bien parce qu'une partie de la gauche est en difficulté sur la question du racisme que nous avons une responsabilité majeure ; remettre l'ensemble de la gauche à l'endroit en portant les valeurs universalistes. Le FN à 18 % fait des dégâts idéologiques, il y a urgence.

### Jacques Fath – Hauts-de-Seine

La confrontation idéologique en France à partir de thématiques identitaires s'inscrit dans l'histoire nationale. Elle est le fruit des héritages contradictoires de cette histoire, notamment l'histoire du colonialisme avec des thèses liées au racisme... Mais le colonialisme n'est pas qu'un fait du passé. C'est aussi un fait actuel avec, par exemple, le traitement et la stigmatisation des migrants, l'extrême droite... Souvenons-nous du discours de N. Sarkozy à Dakar en 2007 ou de la loi du 23 février 2005 sur le rôle positif de la colonisation. Il faut donc rappeler cette origine des thématiques idéologiques réactionnaires de division pour mieux les combattre.

### Frédéric Boccard – Hauts-de-Seine

Il y a certes une montée des définitions identitaires et une montée des individualismes, en lien avec un éclatement de la société et avec le racisme. Mais cela exprime aussi la montée d'une volonté affirmation de soi, de construction de soi. Il ne s'agit donc pas de répondre de façon symétrique par une assignation à une autre identité unique, qui serait une identité de classe. Il s'agit plutôt de dénoncer la domination commune par le capital, sa logique, ses critères et ses pouvoirs, faisant système avec les autres dominations et portée par une classe dominante. Précisément, ces dominations s'opposent à l'émancipation des personnes et de leurs capacités dans une multiplicité de dimensions.

### Michel Duberland – Gironde

En lien avec ce débat réactif, une situation inédite en Gironde : après deux nuits de bagarres entre des Français d'origine marocaine et des Espagnols d'origine sahraouie, le maire de Pauillac et la sous-préfète ont « déplacé » la centaine de sahraouis à Montalivet (40 km de Pauillac). Alors que ces salariés sont européens, ont des contrats de travail, ils se retrouvent sans droit, logés dans des conditions précaires ! Le préfet saisi ne bouge pas ! Nous devons agir !

### Fabienne Haloui – Vaucluse

Je suis en accord avec Jacques Fath sur le fait que le racisme prend racine dans la domination coloniale, il prend aussi racine dans la politique d'immigration très hiérarchisée de l'Etat français pendant plus d'un siècle qui a classé les bons et les mauvais immigrants, les assimilables et les non assimilables. Ces deux données façonnent les mentalités. Nous avons besoin de déconstruire les préjugés qui alimentent ce racisme culturel pour le faire reculer durablement. Plutôt que de renvoyer dos à dos les mouvements qui se structurent contre le racisme et les discriminations et ceux qui exploitent et théorisent la xénophobie, débattons à ce congrès de la question du bien vivre ensemble.

### Nicole Borvo Cohen-Séat – Paris

Texte positif parce qu'il fait « projet » et se distingue d'un programme : il est déjà assez long, évitons que nos habitudes descriptives ne dénaturent le sens. Nous proposons des « fenêtres » de débats à approfondir. D'accord, mais cela témoigne de la difficulté durable du Parti à débattre démocratiquement sur des questions politiques, sociales, sociétales dans une véritable transversalité, pour aboutir à des positions partagées et visibles. Avoir « 20 ans d'avance » ne se décrète pas : cela se prouve par notre capacité à percevoir et à comprendre ce qui bouge, et à prendre en compte les actions et réflexions les plus avancées dans la société.

### Alain Obadia – Paris

Depuis plus de vingt ans, les forces du capital ont réussi à faire triompher l'idée que le champ des possibles est minuscule, qu'il n'y aurait pas d'alternative à la loi du profit et des marchés financiers. C'est ce mur du fatalisme qu'il nous faut briser. Nous devons redonner sens - et le texte nous y aide - à une démarche ambitieuse qui part de ce qui est nécessaire et souhaitable pour le progrès humain. C'est en nous calant sur les exigences populaires et les aspirations qui s'expriment dans la société et dans les luttes que nous y parviendrons. Le « possible » n'est pas une donnée a priori, il est un construit social et politique.

### Françoise Fiter – Pyrénées-Orientales

Le texte est ancré dans la réalité des préoccupations populaires. Le langage est dans le coup, abordable. Il parle d'argent-roi, de concurrence, de souffrance au travail, d'humain qui sont au cœur des luttes comme dans l'hôpital où je travaille. Il parle de sujets de société que nous n'abordons pas. Il a une construction cohérente mêlant analyse et propositions. Il traduit bien l'évolution et l'enrichissement de notre démarche avec le Front de gauche. J'aime bien l'idée d'un PCF déchainé. A approfondir, la réflexion sur l'évolution des partis à gauche, les assemblées citoyennes, l'adhésion ou pas au Front de gauche.

### Pascal Savoldelli – Seine-Saint-Denis

La base commune doit être un texte ressource, d'envie, de visée. Dans la crise profonde de notre société, le Parti doit être une force d'idées nouvelles et transformatrices, incluant fondamentalement le peuple

comme acteur politique. Rien n'est plus urgent que de mettre le peuple au cœur de notre engagement communiste et de l'élargissement du Front de gauche. Légitimer la souveraineté populaire, d'abord aux yeux du peuple lui-même, c'est reconnaître et conforter sa force politique. Les municipales seront un moment important des batailles que nous voulons mener et de la mise en œuvre de notre stratégie de rassemblement en faisant une offre politique à toutes les forces de gauche, en mettant les citoyens au cœur de la démarche, sur des objectifs concrets, sur les contenus locaux comme nationaux comme sur les représentations sur les listes.

### Joël Gallais – Morbihan

Le texte manque d'audace sur le projet communiste. Sur les formes de propriété et l'appropriation sociale : affirmer la nécessité d'étendre le champ des nationalisations (énergie, eau, transport, industries pharmaceutiques, banques...) et développer en l'encadrant l'économie sociale et solidaire. Sur la démocratie : affirmer l'objectif de ne plus élire le Président de la République au suffrage universel, qui paralyse toute la vie politique. Sur la paix : proposer le désarmement nucléaire unilatéral. Sur la « croissance de la production » : faut-il continuer à défendre la croissance de la production liée à l'armement ou à l'automobile ? Ouvrons des pistes traduisant notre apport au sein du Front de gauche.

### Martine Gayraud – Gard

Les fenêtres que la commission nous demande d'ouvrir afin d'approfondir notre réflexion peuvent faire l'objet de débats publics car questions essentielles pour tous ceux et celles qui s'interrogent sur l'avenir de notre société, la crise, la gauche. Face aux renoncements du PS, aux brouillages idéologiques, au fatalisme, il me semble important de donner sens à l'idée de gauche, de réfléchir, non pas pour installer l'idée des deux gauches mais pour en finir avec cette idée ; penser le changement, donner des perspectives, faire sauter les verrous qui empêchent de faire bouger le curseur. Le texte peut nous permettre d'avancer sur cette question.

### Alain Hayot – Bouches-du-Rhône

Ce texte a du souffle parce qu'il propose une réponse à la crise capitaliste et à la crise de civilisation qui exacerbe toutes les dominations des êtres humains, les femmes en particulier, de la nature et introduit une ethnicisation des rapports sociaux mortifère. Notre projet organise la convergence des gauches sociale et citoyenne, humaniste et libertaire, écologique et culturelle et appelle avec le Front de gauche à une reconquête hégémonique sur le terrain des idées et des valeurs comme sur le plan politique. Un texte de congrès n'est ni une thèse, ni le résultat d'un compromis mou, c'est un texte politique qui suscite à nouveau l'espoir. Il s'adresse à l'intelligence, à l'imaginaire et à la sensibilité de chacune et chacun.

### Dominique Néгри – Isère

Respect des statuts : non aux textes personnels adressés aux adhérents avec la base commune et les textes alternatifs collectifs. Le texte proposé est inapte à répondre aux exigences politiques immédiates de l'austérité appliquée maintenant par le PS (pas analyse). Il poursuit le front de gauche sans dresser de bilan (pertes d'élus). Il ne fait pas de proposition d'action politique indispensable. Il enferme la perspective politique dans la construction Européenne, un non-sens. Il nie l'histoire glorieuse de notre Parti. Nous déposerons un texte alternatif : Ni effacement, Ni abandon. Le PCF résolument communiste dans l'affrontement de classe. Nous appelons tous les communistes à nous rejoindre.

### Nicolas Marchand – Val-de-Marne

Renforcer notre unité exige des réponses précises sur Front de gauche et PCF, une cohérence entre volonté de développer le Front de gauche et intention d'un nouvel élan du Parti. Des intentions différentes ne sont pas abandonnées. Il faut donc dire clairement notre conception d'un Front de gauche rassemblement avec la pleine autonomie de chacun, et non processus fusionnel. La promesse de nouvel élan du PCF ne doit pas pouvoir être contredite par une fuite en avant dans la structuration du Front de gauche en parti. Il faut aussi préciser l'affirmation que le PCF est un parti d'action : quels fronts de lutte, quelles initiatives ? Enfin, il faut réécrire un passage clair sur les enjeux du Parti à l'entreprise.

### Yves Jamain – Vienne

Texte long et peu accessible pour des personnes qui n'ont pas l'habitude de lire. Proposition de faire un résumé de quelques pages avec un mode d'emploi (pointer les questions qui font débat), faire des vidéos... ce qui pourrait faciliter le débat et peut-être motiver la lecture du texte. Pourquoi n'y a-t-il pas de référence à la question de la monnaie unique (les économistes communistes proposent une monnaie commune) ? La question des médias doit être présente.

### Jean-François Téaldi – Hauts-de-Seine

Nous devons approfondir nos positions sur les questions de société

(immigration, laïcité, médias...). Sur la question de la volonté des religions d'influer les questions sociétales notamment. Si les religions ont toute leur place dans l'échange d'idées, il me paraît nécessaire de combattre leur volonté, notamment des plus orthodoxes des trois religions monothéistes, de dicter leurs lois en fonction des dogmes de chacune d'entre elles, que ce soit sur l'homoparentalité, l'IVG ou d'autres. Les communistes doivent réaffirmer que la laïcité est la règle de l'espace public, la religion relevant de la sphère privée.

### Yannick Monnet – Allier

Pas satisfait du texte : je crains qu'il ne stimule pas le débat. Trop long, il a pourtant des éléments intéressants mais qui sont noyés dans du « verbiage » et de l'incantatoire. On aurait dû avoir un aller/retour entre commission et communistes, à partir des questions larges et pertinentes posées dans les 5 fenêtres. On a besoin de débat de fond pour avoir une ligne politique claire. On parle de réussite aux présidentielles, grâce au rassemblement des forces anticapitalistes. Aux Européens, on parle de Front de gauche des forces critiques de la gauche : rassembler à gauche de la gauche. Est-ce là notre ligne, notre perspective : débattons-en avec les communistes. Oui aux étoiles, mais pas filantes.

### Michel Dubertrand – Gironde

Congrès : sur la forme, nous n'avons pas débuté ce congrès de manière collective. La commission a travaillé seule, et l'envoi du texte 48 h avant le CN ne peut pas vraiment permettre une coélaboration. Malgré cela, le texte va dans le bon sens pour débattre ! Nous avons besoin d'évaluer nos expériences dans le Front de gauche. Sur tous les sujets, pratiques politiques, nombre d'élus, finances, approches différentes...

### Pascal Joly – Val-de-Marne

Il faut creuser la question du nouveau compromis que cherche le gouvernement entre capital et travail, dont l'objectif est l'instauration d'un nouveau type de relations sociales soumises au capital. Soyons plus précis sur droits et pouvoirs des salariés. Ceux existants sont insuffisants, inverser les logiques en cours dans l'entreprise. Comme les syndicats le font pour les partis, le PCF doit réinterroger son rapport aux syndicats. Indépendance, neutralité, cela renvoie à rapports sociaux de classe ou non. Des questions indispensables à travailler pour réussir le front des luttes au-delà de l'engagement individuel de syndicalistes.

### Denis Durand – Paris

La radicalité de la crise exige de s'attaquer immédiatement aux fondements du système capitaliste. Des intuitions fondatrices de la pensée socialiste et communiste deviennent l'expérience concrète de chacun. C'est sans doute pourquoi le texte cède parfois à la tentation d'en revenir à ce qu'on appelait autrefois un « socialisme utopique » définissant un projet de société à partir de principes moraux abstraits. La crise oblige à une démarche plus exigeante, une transformation radicale ancrée dans les réalités de la lutte des classes aujourd'hui, avec des propositions précises. Au PCF de jouer, dans la bataille d'idées, les institutions, les luttes, tout son rôle autonome au sein du Front de gauche.

### Emmanuel Dang Tran – Paris

Base de congrès concoctée par la direction : une dérobade pour éviter les débats essentiels. Des formulations ampoulées pour faire diversion. Je contribuerai à un texte alternatif pour poser les vraies questions. La gauche d'alternance poursuit la politique du capital. Le FG a cultivé des illusions dangereuses. Le PCF doit rassembler contre la supraustérité, dans les luttes, sur ses propres positions de rupture (défense de la cotisation sociale, nationalisations, rejet de l'UE du capital, sortie de l'OTAN) et non tenir des postures d'opposition. PGE, Front de gauche, « congrès de Tours à l'envers » : tous les choix d'effacement du PCF doivent être remis en cause. Notre perspective révolutionnaire ? Le socialisme !

### Alain Pagano – Maine-et-Loire

Accord avec le texte, mais séparer la partie « manifeste » des aspects bilan d'activité et orientation pour les trois prochaines années. Car c'est sur la 2<sup>e</sup> partie du texte que le débat pourrait être le plus nourri. Content que les questions écologiques soient devenues centrales dans le texte. Notre volonté d'être des « bâtisseurs » du changement n'apparaît pas assez. Avec les Technicolor Angers, nous avons fait grandir l'exigence des lois (anti-licenciement, boursier notamment). Ne devrait-on pas au niveau national lancer une pétition sur 2, 3 propositions de loi de protection de l'emploi avec lettre ouverte aux syndicats et parlementaires de gauche afin que chacun se l'approprie ?

### Marie-Christine Burrigand – Rhône

Beaucoup d'étoiles dans ce texte, peu de Marx. Le développement humain durable se substitue au socialisme. Où sont les mots combats, exploitation, coût du travail, propriété, processus de production, appropriation collective, nationalisation. Verbe et idéalisme remplacent

l'analyse, désarmement les communistes face aux combats futurs. L'analyse de la séquence électorale est esquivée. La rupture avec notre histoire est consommée : 1917, 1920, le socialisme existant réduit à une parenthèse. Sur la nation, l'Union européenne, le Front de gauche, le texte cultive l'ambiguïté, se dérobe à l'essentiel. Poursuite de Martigues, là où il faudrait une rupture.

### Xavier Compain – Côtes-d'Armor

La base commune en posant les enjeux alimentaires donne à voir de notre engagement à relever le défi de la faim. Alors que le Président de la République a évoqué la question des réserves alimentaires d'urgence, l'occasion en est donnée ! Pour notre part, nous proposons la création d'une convention internationale sur la non spéculation financière des biens alimentaires. La mise en œuvre de stocks publics agricoles et alimentaires. La gauche doit afficher son ambition en la matière. Les communistes - qui ouvrent les travaux de leur prochain congrès - projettent une société émancipée des guerres, des discriminations, de la faim.

### Michèle Leflon – Ardennes

Texte offensif donnant à voir de l'ambition des communistes. Deux remarques : la première est sans doute involontaire, mais la protection sociale apparaît presque comme un raccroc d'où proposition d'amendement. La seconde est plus fondamentale : c'est un humaniste à destination de nos concitoyens qui reste insuffisant pour alimenter le débat des communistes sur la question des rapports FG/PCF ou des futures élections locales.

### Gisèle Cailloux – Hauts-de-Seine

Un bon projet ne suffit pas : voir législatives. Nous n'avons pas suffisamment articulé élections et parti de luttes. Des propositions d'actions pour la période du congrès. Bien ! Mais sur ce sujet, la base proposée est très faible. Nécessité de propositions précises et d'actions sur des objectifs bien identifiés permettant aux communistes d'être à l'offensive. Aide à l'élargissement du Front de gauche. Par exemple, les ateliers législatifs s'enrichissent mieux si articulés avec luttes pour des changements immédiats créant des besoins de changements plus profonds. Cela doit être acté dans la base pour lui donner de la crédibilité. Pas seulement dire nous voulons, mais nous agissons !

### Louis Mazuy – Nord

Le rapport du PCF au monde du travail est une fonction essentielle du communisme à redévelopper. L'initiative immédiate est nécessaire mais ce volontarisme ne doit pas éluder le renouvellement à opérer dans nos habitudes et raisonnements. Il ne suffit pas d'en rester aux relations entre les élus et les responsables syndicaux. L'entreprise est un lien avec des rapports sociaux multiples et des contradictions aiguës. Le travail est un domaine à réinvestir avec l'ambition d'une politisation des questions posées, sans les réduire à l'enjeu du partage des richesses.

### Véronique Sandoval – Paris

Il est effectivement indispensable d'ouvrir une fenêtre, et donc un débat, sur : « Comment notre Parti conçoit-il ses relations avec le monde du travail ? Comment se propose-t-il d'aider efficacement à la construction d'une conscience de classe ? » Alors que médecins du travail, économistes, sociologues, syndicalistes, économistes du travail, responsables des ressources humaines sont de plus en plus nombreux à exiger un débat public sur « travail et politique », ne soyons pas parmi les derniers à le mener.

### Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Outre sa grande brièveté, la partie de la base commune qui parle des lieux de travail passe sous silence les entreprises en tant que telles. Or, celles-ci constituent aussi des lieux de pouvoirs et des lieux de production, des institutions en tant que telles, contrairement à ce que veulent nous faire accroire les spécialistes dominants des institutions politiques. Les gestions des entreprises (dont les banques), leurs choix d'emploi, d'investissement, d'implantation, de production, font partie de la politique. C'est aussi à ce titre que nous devons y développer l'activité du PCF. De même, il faut parler des services publics, les pouvoirs à y conquérir en conjonction avec les exigences de leurs salariés sur leurs missions.

### Alain Janvier – Seine-et-Marne

Entreprise SLCA à Florange : il y a besoin d'un investissement de 5 millions d'euros pour moderniser l'outil industriel. Chantage de la Direction pour financer : il faut, ou bien travailler le dimanche ou bien externaliser. Bémol : dividendes versés aux actionnaires du groupe à hauteur de 300 millions d'euros. Cynisme patronal. La visée communiste s'entend comme l'émancipation des rapports d'exploitation qui sont au cœur du capitalisme à l'entreprise et dans les lieux de travail. D'où l'enjeu du combat politique à l'entreprise et de l'organisation sur les lieux de travail. Deux propositions : 1) la section interentreprise, 2) le double vote (locale et entreprise) pour tout adhérent à l'entreprise.

**Anne LaFaurie – Val-de-Marne**

Donner du temps aux communistes pour travailler le texte. Articuler projet et propositions : celles-ci comme levier immédiat induisant une dynamique d'une nouvelle société : être incisifs et plus simples dans le texte ; gravité de la situation : « l'humanité est confrontée à sa responsabilité collective ». Indispensable : construction de l'unité du salariat à partir de nos propositions : les services publics, solution à la crise du capital intéresse salariés et populations. Pouvoirs des salariés et populations croisés à conférences de l'emploi. Le Parti et l'entreprise : prendre le temps de s'y consacrer à partir expérience dans le travail.

**Sébastien Laborde – Gironde**

La bataille contre le TSCG a mis en lumière les contradictions du gouvernement, un rassemblement large s'est produit. Mais nous avons des difficultés à prendre prise avec les catégories populaires où se cristallisent les idées du FN. Dans le FG, il y a une tendance au repli. Le congrès du PCF doit être utile à faire converger un espoir de changement, aujourd'hui et dans la durée, un changement de société. L'entrée dans le débat de tous les communistes est un enjeu en soi. Le Parti doit se transformer, nous devons relever le triple défi de la démocratie, de la structuration, du militantisme.

**Hélène Bidard – Paris**

80 % des temps partiels subis par les femmes. La retraite des femmes de 47 % inférieure à celle des hommes. Les femmes sont utilisées par le capitalisme, renforcé par le patriarcat, pour précariser l'ensemble du monde du travail. Pour la première fois dans la V<sup>e</sup> République, les femmes ont voté FN autant que les hommes. Une régression généralisée. Majoritairement, le travail des femmes se concentre dans dix filières dépréciées. Au sujet de la parité, il nous faut être clairs contre le cumul des mandats, d'autant plus contre le cumul des mandats dans le temps. Un statut de l'élu est un combat féministe. Les scrutins uninominaux sont des catastrophes patriarcales. Partout menons des congrès locaux du PCF féministes.

**Eric Jalade – Tarn-et-Garonne**

Sur le projet de base commune. L'idée d'un manifeste est une bonne idée. Mais, au-delà de certains passages dans lesquels nous pouvons tous nous retrouver et de remarques critiques sur le style, je voudrais souligner des désaccords sur le fond : la lutte pour la paix, la solidarité internationale, le marxisme, l'Europe, la question nationale, le socialisme, le Parti... Prédominance du sociétal, alors que ce sont les questions sociales qui sont au cœur des préoccupations du peuple. Ce texte ne parle pas aux classes populaires, peut-être à la petite ou la moyenne bourgeoisie... Il n'a pas le « souffle révolutionnaire », alors que le capital, avec la crise, inflige des souffrances terribles à notre peuple et aux peuples européens.

**Corinne Bécourt – Aisne**

Ce texte n'a rien à voir avec un texte de congrès du PCF et s'écarte des préoccupations qui sont celles des communistes mais aussi des salariés en lutte. D'expérimentation en expérimentation, de la mutation au Front de gauche. Perte de la moitié des conseillers régionaux et réduction à 7 députés PCF. Le FG poursuit cette œuvre d'effacement du PCF. Pour la remise en cause intégrale de l'UE du capital, la sortie de l'euro. Notre parti doit s'affranchir définitivement du PGE. Il est grand temps de mettre les paroles en cohérence avec les actes. Pas de sou-

tien inconditionnel du PCF au PS comme le vote pour « les emplois sans avenir ». Nous déposons un texte alternatif : Ni abandon, ni effacement, un parti résolument communiste dans l'affrontement de classe !

**Igor Zamichiei – Paris**

Nous devons travailler avec les salariés, les citoyens, à constituer un front commun pour une alternative aux politiques d'austérité. Si nous voulons prendre « vingt ans d'avance », alors nous devons faire que des centaines de milliers de gens se passionnent pour notre congrès et contribuent à élaborer des actes politiques de grande portée, susceptibles de créer un choc de projet dans la société qui montre tout l'archaïsme de celui des forces du capital et ouvre un espoir de changement pour notre peuple. Les initiatives annoncées par Pierre dans les mois qui viennent et les « assises du changement » proposées pour l'automne prochain doivent contribuer à cela.

**Gilles Garnier – Seine-Saint-Denis**

A chaque congrès nous parlons du féminisme : bonne chose. Nous devons mettre en cohérence nos paroles et nos actes. Nous devons passer un cap et ne pas seulement réparer les injustices que subissent les femmes. Nous devons remonter d'un cran et commencer à dessiner une société d'égalité réelle. Pour ce faire, j'ai confiance dans les femmes communistes auteures de la motion, mais il faut surtout désormais que les choses bougent. Faisons déjà là où nous le pouvons, dans le Parti comme dans les lieux où nous sommes en responsabilité. Mettons en œuvre dans les communes où les maires sont communistes des plans d'éducation non sexistes. Conjuquons vraiment communisme et féminisme, et surtout n'oublions pas les hommes dans ce combat.

**Colette Mô – Alpes-Maritimes**

Notre texte a besoin de l'apport de l'analyse féministe. Je propose que tous les sujets abordés dans le texte tiennent compte de cet apport : le travail, la crise, l'économie, l'Europe, les guerres, les religions, le Parti, le pouvoir... Une action volontaire est nécessaire dès aujourd'hui, les étoiles doivent briller pour tous les humains. Je propose de rompre avec le capitalisme mais aussi avec tous les systèmes de domination. Le texte doit être communiste et féministe, cela serait un vrai changement !

**Brigitte Dionnet – Seine-Saint-Denis**

Notre contribution féministe veut mettre en exergue le besoin, pour être pleinement communiste, de prendre le parti féministe de lutte contre la domination masculine non pour « réparer » mais pour être en mesure de transformer profondément la société. Et cela est vrai pour la transformation de notre parti. La parité ne peut se limiter à la nécessaire répartition égale des responsabilités. Elle implique de changer des comportements pour, par exemple, respecter la parole des femmes, en sachant les écouter vraiment et en étant capables de penser que cette parole peut apporter à tous. Et ainsi bouger vraiment et profondément pour être utiles à l'ensemble de notre collectif militant.

**Franck Mouly – Seine-et-Marne**

Notre congrès doit contribuer à contester l'hégémonie idéologique des ultra et socio-libéraux, de l'industrie médiatique qui tente de rendre les hommes et femmes les plus inconscients, les plus irresponsa-

bles possibles. Les cultures différentes au sein du Front de gauche nous ont permis quelques succès sur ce terrain. Nous ne lâchons rien, par exemple lorsque nous insistons : « Prix du travail et non pas coût du travail », « Cotisations sociales et non charges sociales »... Notre congrès doit permettre de poursuivre la riposte sur le terrain des idées et de leur circulation. C'est un chantier prioritaire, de long terme, notamment via les nouveaux médias, la production d'outils audiovisuels, le Web, les réseaux sociaux.

**Marie-Françoise Michenaud – Vendée**

La base commune doit dire clairement le projet de société vers lequel nous voulons aller, dans la perspective de l'évolution de notre civilisation. Quel projet ? Révolution citoyenne, socialisme, communisme du XXI<sup>e</sup> siècle ? Afficher le PCF comme parti de « bâtisseurs », d'avenir, d'espoir, d'idées, qui arrache des victoires sur les forces de l'argent, sur le capitalisme. Un parti utile, avec une orientation claire, une démarche du Front de gauche élargi en un front populaire. Un parti qui fait vivre la démocratie et la redéfinir, parti où la formation des communistes doit conduire à la « renaissance intellectuelle ». Notre projet implique que le Front de gauche élargi soit présent aux municipales dans le maximum de communes.

**Pierre Laurent**

Au moment où apparaissent de sérieux risques de désarroi et de résignation, nous voulons envoyer un signal fort avec le congrès et le projet de base commune. Ce texte a du souffle, il affirme : Oui, il y a dans notre pays un parti communiste en dynamique qui veut être utile à ouvrir, ensemble, avec le Front de gauche, avec toutes les forces disponibles, le chemin des transformations en profondeur de la société aujourd'hui nécessaires. Oui, il y a dans notre pays des forces qui ont porté la gauche au pouvoir, qui sont conscientes de la gravité de la situation et qui sont prêtes à se battre, qui sont en mouvement. Car la ratification du traité européen par le Parlement a un impact sur les consciences auquel nous devons être attentifs. La contradiction entre le désir conscient de changement et les tergiversations ou reculs du gouvernement et du Président socialistes est brutale. Beaucoup de ceux qui veulent une sortie de crise en rupture avec les logiques d'austérité s'interrogent de la possibilité réelle d'y parvenir. Ce congrès nous projette dans le quinquennat de François Hollande où le bras de fer va aller en s'amplifiant, et la situation appelle à des prises d'initiatives politiques de notre part. Nous voulons monter en régime sur l'Europe, sur le budget, élargir les fronts de lutte et d'action contre l'austérité, monter en régime dans les batailles contre les licenciements boursiers et pour la sécurisation de l'emploi, l'amistie des syndicalistes. Sur toutes ces questions, il y a une bataille parlementaire en cours et, en lien avec elle, une bataille politique à construire maintenant, en rassemblant largement à gauche, et à coordonner au plan régional et nationalement. Le travail, donc, du CN ce week-end est de poser les bonnes questions pour qu'ensuite les communistes, ensemble, trouvent les bonnes réponses. D'ici le Congrès nous allons, par toutes nos initiatives, dans les cinq discours que je prononcerai au cours des événements que nous voulons organiser, accumuler de la réflexion, des analyses, des pistes de propositions et nourrir les débats des communistes de solutions concrètes.

## Rapport de la commission des candidatures

### Jacques Chabaliér

La Commission des candidatures, chargée de travailler, dans le cadre de notre 36<sup>e</sup> Congrès, au renouvellement de nos directions, et tout particulièrement de notre direction nationale, s'est réunie une première fois ; elle a prévu quatre autres réunions d'ici la fin de l'année, dont trois avant notre prochain CN du 21 novembre. L'information que je vous livre aujourd'hui est un compte rendu de cette première réunion, il s'agit d'un tout début de notre travail. Notre commission travaillera bien sûr

en connexion étroite avec les autres commissions chargées de travailler au congrès, en particulier du texte et sur les statuts, en tenant compte de l'évolution de nos débats et de nos choix. Cette première réunion, donc, a permis de commencer à dresser un état des lieux, une évaluation du travail de notre direction nationale sortante en essayant de définir ce que nous devons attendre de celle qui sera élue au prochain congrès, afin d'élaborer les critères précis pour sa composition.

Il a paru important à la commission de prendre le temps de cette évaluation et de construction des critères : de les discuter, les affiner, les faire partager avec les fédérations, toutes sont représentées au sein de la commission, et bien sûr avec notre Conseil national sortant. Cette évaluation porte sur le travail de la direction nationale depuis le 34<sup>e</sup> Congrès de décembre 2008. Lors du 35<sup>e</sup> Congrès, en effet, nous avons fait le choix de réélire, sans la renouveler, à l'exception du secrétaire national et de quelques ajustements que la vie



rendait nécessaire, notre direction nationale. Quels sont donc les premiers éléments d'appréciation qui ressortent de la réunion ? La commission a tenu à souligner que le Conseil national du PCF avait, après une décennie difficile et le choc des deux élections présidentielles de

2002 et 2007, pris les initiatives politiques lui permettant d'être un acteur important de la vie politique en impulsant en particulier la démarche du Front de gauche, qu'il avait su également impulser de grandes batailles, dans des situations politiques différentes, pour rassembler contre les politiques d'austérité et ouvrir d'autres perspectives : bataille des retraites, front des luttes et bataille contre les licenciements boursiers, bataille contre le pacte budgétaire, etc. La commission a apprécié également la dimension européenne, et plus généralement internationale, de son activité. De nombreux intervenants ont souhaité que le Conseil national, dans l'organisation de son travail, ou à partir d'auditions, puisse approfondir des questions politiques ou socié-

tales essentielles. Les ordres du jour des 25 réunions de notre direction depuis janvier 2009 montrent un effort dans ce sens, qu'il faut poursuivre, en veillant à une meilleure participation à ces moments d'approfondissement et d'élaboration de notre politique.

Si donc la commission a apprécié l'implication du Conseil national dans la mise en œuvre de notre stratégie et de nos batailles politiques, elle a cependant estimé qu'il fallait, au regard des ambitions que nous nous donnons à ce congrès, transformer et redéfinir le rôle, les missions, les méthodes de travail, et la composition de notre direction nationale pour affronter les grands défis à venir.

Nous voulons un congrès « qui ouvre une nouvelle ère pour le Front de gauche et pour le PCF » ; la direction nationale de notre parti est concernée.

De ce point de vue, les critiques sur le travail du Conseil national ont été nombreuses et convergentes. Pour l'ensemble des membres de la commission, le Conseil national ne permet pas aujourd'hui une élaboration réellement collective, ni une mise en œuvre efficace de notre politique.

Sont souvent pointés le nombre excessif de ses membres (j'y reviendrai), des interventions souvent juxtaposées ne laissant pas suffisamment de place à un véritable dialogue, des positionnements figés, voire « claniques », pour reprendre des expressions employées : bref un parlement plus qu'une direction politique...

L'objectif, aux yeux de la commission, reste donc entier d'un conseil national élaborant et décidant de la politique de notre parti et travaillant à sa mise en œuvre.

Les membres de la commission estiment donc nécessaire de travailler dans le sens d'une direction nationale composée de camarades dont nous nous assurerions que les conditions existent, ce qui n'est pas suffisamment le cas aujourd'hui, de se penser comme dirigeants nationaux de notre parti et disponibles pour exercer une tâche nationale.

Si c'est cet objectif que nous poursuivons, cela nous imposera une manière précise de travailler, de définir les besoins, des tâches, un programme, et de discuter, le moment venu, avec les fédérations des be-

soins de la direction nationale pour l'élaboration de sa politique et des hommes et des femmes qui pourraient y répondre.

Dans ce sens, il nous faudra travailler la question de la diversité au sens non pas de sensibilités politiques, que nous respectons par ailleurs, mais au sens des expériences, des compétences ou des champs d'intervention divers (ouvriers, ingénieurs, intellectuels, syndicalistes...) de camarades qui acceptent de mettre leur richesse à la disposition du travail national du Parti. Nous n'avons pas besoin de dirigeants nationaux uniformes mais d'une équipe, diverse et complémentaire.

Cet objectif concerne le Conseil national, mais naturellement c'est l'ensemble de notre dispositif de direction (exécutif national, coordination, commissions) qui est concerné et dont nous devons débattre pour apporter les correctifs nécessaires. Beaucoup de camarades de la commission y ont insisté.

Actuellement, face aux carences constatées du Conseil national, l'exécutif national est ressenti comme soit se substituant au Conseil national, soit reproduisant les mêmes travers. Le CN en étant réduit trop souvent, à notre corps défendant, à une chambre d'enregistrement de décisions prises à l'exécutif ou à la coordination.

Je vous propose donc de travailler avec les membres du CN et les fédérations dans cette direction, ce qui a amené la commission à commencer à traiter quelques questions sur sa future composition et son travail que nous continuerons d'instruire.

D'abord sur le mode d'élection du Conseil national : l'ordre du jour du congrès prévoit, vous le savez, une modification des statuts. Les modifications des statuts ne seraient applicables, pour l'élection de notre direction, qu'au prochain congrès, le 37<sup>e</sup> Congrès. La question a cependant été posée au sein de la commission de la possibilité d'élire la direction nationale, le dimanche matin du congrès, avec les nouveaux statuts qui selon toute vraisemblance seront votés le samedi. La commission a laissé la question ouverte et selon le cas adaptera son travail.

La question du nombre des membres du Conseil national a également été posée. Nous sommes actuellement 208 membres du Conseil national. Le

nombre de membres élus au congrès de 2008 était de 233. 20 ont démissionné en cours de mandat, ou lors de la réélection de notre direction au congrès d'étape de 2010. On compte 5 départs pour d'autres motifs. La commission a évoqué comme piste de travail possible la nécessaire réduction du nombre, sans prétendre qu'il s'agirait là d'une solution miracle pour une meilleure efficacité de son travail, mais aussi pour une meilleure adéquation avec la réalité de notre parti : il nous est arrivé dans notre histoire d'avoir « un comité central » de 100 camarades pour 500 000 adhérents recensés, cherchons l'erreur aujourd'hui...

Sur la parité, le Conseil national est aujourd'hui composé de 104 femmes, 104 hommes. La parité est un objectif partagé des pouvoirs politiques à tous les niveaux dans notre organisation, comme l'indique la contribution qui nous a été distribuée ce matin. La commission propose de travailler dès à présent et non, comme le disait Pierre ce matin, dans les toutes dernières semaines ou les derniers jours. En effet, la manière dont nous l'avons atteint jusque-là n'est pas toujours satisfaisante, avec parfois des sollicitations de camarades dans les derniers instants du congrès. Nous souhaitons mettre en place une méthode plus respectueuse des unes et des autres. Cette question concerne l'ensemble des directions et des responsabilités dans le Parti. Nous travaillons avec les fédérations pour progresser dans ce sens et remédier à une situation qui n'est pas aujourd'hui satisfaisante, même si elle est prise en compte par les fédérations. Nous pensons donc avec vous, avec les Fédérations, instruire cette question, travailler à un « état des lieux » précis de la parité dans nos instances à tous les niveaux, et bien sûr travailler à avancer résolument dans ce sens.

Concernant la place des secrétaires fédéraux au sein de notre direction, il a été rappelé que leur apport à l'élaboration de la politique du Parti et sa mise en œuvre est essentiel : ce sont elles et eux qui sont confrontés le plus directement à la mise en œuvre de notre politique et à la réalité du Parti sur le terrain. Le choix actuel consiste à inviter toutes celles et tous ceux qui ne sont pas membres du

Conseil national. Une vingtaine d'entre elles et eux sont impliqués dans une responsabilité à caractère national, les autres responsables de leur département ou actifs dans un réseau. Actuellement donc, 45 sont membres du CN (30 hommes, 15 femmes), les autres sont invité-e-s (44 hommes, 6 femmes).

Lors de la première réunion, des intervenants, secrétaires départementaux, ont insisté sur le besoin de renforcer, car il en existe, des moments d'échange d'expérience entre elles et eux, et d'assurer de façon plus régulière les liens avec la direction nationale. Une des réponses possibles ou envisageables ne serait-elle pas la participation, sans y être élus mais disposant du droit de parole et de vote, des secrétaires départementaux, certains d'entre eux pouvant cependant naturellement être membres du CN au titre d'une responsabilité nationale authentifiée.

Concernant la répartition géographique des membres du Conseil national, les membres de la commission ont tenu à rappeler que si nous avons à veiller aux équilibres territoriaux, les membres du CN sont des dirigeants nationaux, et ne sont pas les représentants d'un département au sein du Conseil national.

En l'état, toutes les régions françaises sont représentées au sein du CN. 92 membres du CN sont de l'Île-de-France, soit 44 %. Les plus grosses régions sont ensuite : Rhône-Alpes (18 membres), PACA (16), puis le Nord-Pas-de-Calais (12), Midi-Pyrénées (9), la Picardie (8), le Languedoc-Roussillon (8) et l'Aquitaine (8).

A été évoqué en commission le débat récurrent sur la présence de la région parisienne au sein de notre direction. Elle est aujourd'hui de 44 %. Si on met en regard ce nombre avec le nombre total d'adhérents du Parti en RP qui est proche de 30 %, il est certes supérieur mais il faut le nuancer aussi avec la nécessité pour le travail du Conseil national, de demander à des camarades de province de devenir de fait adhérent en région parisienne. Par ailleurs, nous avons proposé des responsabilités nationales à des camarades qui continuent de résider et de militer en province.

A été abordée également la nécessité de travailler à un rajeunissement du Conseil national, ou de faire en sorte que la moyenne d'âge du CN se rap-

proche de celle de la réalité du Parti aujourd'hui. Les membres de la commission ont fait part, avec le nombre d'adhésions réalisées ces dernières années de camarades entre 30 et 45 ans, d'évolution importante dans ce domaine. Rappelons que 10 % des membres du CN ont moins de 40 ans (19), 3 % moins de 30 ans (6). La moyenne d'âge est de 53 ans. Plus de la moitié du Conseil national a plus de 50 ans (138, soit 71 %), dont 51 (26, %) ont plus de 60 ans. Concernant l'ensemble de nos adhérents, les moins de 30 ans sont 8,5 %, les moins de 40 ans 16 %.

Des souhaits ont été enfin formulés pour que le CN se dote de méthodes de travail plus efficaces, interactives des discussions, meilleure prise en compte des propositions et des contenus du rapport introductif, approfondissement de questions ou de sujets ou de questions particulières occupant à un moment donné le devant de l'actualité, une plus grande rigueur dans les présences ou la comptabilité des votes.

Sur la responsabilité enfin de secrétaire national, notre commission aura bien sûr, le moment venu, à enregistrer la ou les candidatures éventuelles, puisque nos statuts actuels, qui auront force de loi pour ce congrès, prévoient que le Conseil national est élu avec une proposition d'un ou une secrétaire national-e. Pierre, l'actuel secrétaire national, est élu depuis juin 2010 : il fera bien sûr connaître à notre commission et au Parti, le moment venu, son intention pour lui-même, bien sûr, mais aussi et surtout son regard et ses souhaits sur notre direction, nous aurons à en tenir compte.

Voilà, chacun a conscience qu'il s'agit d'un début de travail, toutes les pistes sont ouvertes et méritent d'être travaillées et complétées. L'ambition que voudrait se donner la commission est bien sûr que nous travaillions ensemble à une direction nationale renouvelée, plus efficace face aux défis immenses de la période, mais aussi que ce travail soit utile, et donc à la disposition des fédérations, des sections qui construisent, elles aussi, leurs directions et sont confrontées à des enjeux similaires.

## DISCUSSION

### Gisèle Cailloux – Hauts-de-Seine

On ne peut pas dire que c'est le nombre de membres du CN qui empêche son rôle de direction, même si le problème est posé. 1) Sur les débats : des CN trop courts ne laissent pas la place aux débats interactifs. 2) Sur le rôle dirigeant : des CN dont on sort souvent, sans avoir pris de décision. Quand on prend une décision, trop souvent, pas de retour, pas d'analyse sur ce qui a marché, le pourquoi? Etc., pas de suivi. 3) Le CN est un organe de direction mais des décisions sont prises ailleurs!

### Francine Valeyre – Isère

Je suis favorable à la diversité d'opinions. Mais pour réduire le nombre des membres du CN, il faut modifier nos statuts. La liste proposée par la commission à partir de critères tient compte de la diversité. La fusion avec des listes alternatives lui ajoute des candidat-e-s. Puis des membres des listes qui se sont maintenues se surajoutent en proportion des voix obtenues. Les orientations minoritaires sont surreprésentées par rapport au choix majoritaire, hors critères prédéfinis.

### Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

Revenir à la classe ouvrière comme base principale de notre action (le PCF n'a jamais été aussi fort parmi les intellectuels que lorsqu'il était organisé prioritairement dans la classe ouvrière). Toutes les directions du PCF devraient être composées d'un minimum de 25 % d'ouvrières et d'ouvriers. Et tout en respectant l'indépendance syndicale, il faut promouvoir la présence des syndicalistes dans toutes les directions du PCF, de la section au Conseil national.

### Yves Jamain – Vienne

Notre mode d'élection de la direction n'est pas satisfaisant! S'il y a la possibilité de changer les statuts et d'élire la nouvelle direction avec les nouveaux statuts, j'y suis favorable. Pourquoi attendre trois ans de plus?

### Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques

Pour répondre à l'ambition du prochain congrès et à notre positionnement dans la nouvelle situation politique, besoin d'un CN qui se renforce sur la dimension de l'élaboration, de la compréhension du réel,

de la mise à niveau de nos analyses et propositions. En lien aux fédérations, créer les conditions de l'arrivée de camarades qui, sur des questions précises, structurantes sur la prochaine période, ont une expertise, une expérience. Pointons les sujets et les personnes ressource. Dans notre culture, « ne plus être membre du CN » peut être mal vécu sur le plan humain. Réfléchir à « l'après » en proposant d'autres espaces, une autre manière d'intégrer l'intellectuel collectif.

### Alain Janvier – Seine-et-Marne

Deux ou trois questions pour éclairer le débat. 1) Y a-t-il une réflexion de la commission sur les commissions nationales? 2) Y a-t-il confirmation que les commissions nationales ont disparu du site Internet national? Si oui pourquoi? 3) Y a-t-il une réflexion sur les critères pour la composition du prochain CN? 4) Où en est la réflexion pour faire monter en nombre au CN les militants politiques à l'entreprise? Quelle mesure d'organisation est proposée pour assurer cette montée en puissance, compte tenu de l'importance cruciale de cette question.

**Olivier Gebuhrer – Alpes-Maritimes**

J'apprécie très positivement le balayage des questions posées à une nouvelle direction nationale. Mon propos est de suggérer que le travail effectif d'une session du Conseil national soit préparé en amont par un questionnement préalable sur deux ou trois questions structurantes pour la discussion de la session. Ceci contribuerait à augmenter la responsabilité individuelle de chaque membre dans le cadre de la réflexion collective.

**Francis Wurtz – Bas-Rhin**

1) Plus de 200 membres, ce n'est pas une direction. Il faut une réduction substantielle. Un quart ont plus de 60 ans : inconcevable ! Beaucoup d'entre eux – dont moi-même – devraient quitter le CN. 2) Pourquoi ne pas réunir – hors CN – tous les trois mois des camarades qui peuvent apporter leur expérience et bénéficier de l'apport collectif, sur les enjeux politiques majeurs de la période ? 3) Nos statuts ont un effet pervers en conduisant, par le biais des listes alternatives, à l'élection de camarades ne répondant pas aux critères retenus pour tous les autres. Je suis donc favorable à ce que nous élisions, si possible, la nouvelle direction sur la base des nouveaux statuts.

**Raphaëlle Primet – Paris**

Pour que le rajeunissement et le renouvellement soient utiles nous avons besoin de travailler l'accueil des nouveaux membres et avoir une offre de formation qui leur permette de mieux prendre leur place. Nous manquons de mise en commun, nous pourrions créer une coopérative de travail avec les différentes commissions en utilisant les

nouvelles technologies. Besoin de débats pour trancher ensemble une position sur certains sujets.

**Corinne Bécourt – Aisne**

Le CN du PCF doit retrouver son rôle de direction et prendre lui-même les décisions concernant notre parti. Quel est ce « Conseil national du Front de gauche » qui depuis des mois, dans l'opacité la plus totale, décide de tout ? Une question précise sur la composition du CN : combien d'élus, combien de membres rémunérés par leur fonction politique, combien de salariés actifs d'entreprise ? Ni abandon, ni effacement, un parti résolument communiste dans l'affrontement de classe ! 36<sup>e</sup> Congrès du PCF : il y aura un texte alternatif à la proposition de base de la direction.

**Laurence Cohen – Val-de-Marne**

Liens entre les statuts et conception des directions. La limite d'un mandat dans le temps ne doit pas seulement être notre règle pour les mandats électifs, mais également pour la responsabilité de membres de nos directions (CN, CD...). Transformer nos pratiques de travail, donc explorer de nouvelles pistes. Par exemple, besoin de mettre dans le pot commun le travail des collectifs thématiques. Pourquoi ne pas élire un bureau du CN qui aurait la responsabilité d'être le lien entre les collectifs ? Ou élire au sein du CEN un coordinateur-trice qui réunirait régulièrement les responsables des collectifs pour décider d'un thème à approfondir. Ce qui nous permettrait de coélaborer nos propositions et nos actions.

**Emmanuel Dang Tran – Paris**

Besoin de transparence ! Le CN n'est, au mieux, qu'une chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs. Dans le Parti, un BP et un secrétariat doivent être désignés officiellement et assumer leurs responsabilités. Inacceptable que des structures parallèles, celles du Front de gauche (un individu, des « personnalités » ?), décident à la place du PCF des choix stratégiques majeurs, comme cela n'a cessé d'être le cas dans la période électorale. Changement des statuts/respect de la diversité au sein du PCF et du CN : l'équipe dirigeante devra assumer si elle choisit d'écarter les communistes qui veulent continuer le parti de classe et de masse qu'a été et doit être le PCF.

**Jean-Marc Durand – Drôme**

La nouvelle direction nationale issue du 36<sup>e</sup> Congrès devra jouer un rôle de véritable direction. Cela dit, que sous-tend cette affirmation ? Deux choses prioritaires à mon sens. La direction doit pouvoir décider d'initiatives politiques précises, en organiser le suivi et la mise en œuvre et en faire un bilan. Un autre acte de direction est celui de l'organisation de séances de travail sur des thématiques impliquant un travail préparatoire et un rendu. Enfin, au titre d'information statistique, il serait bien de connaître la composition socioprofessionnelle du CN, le nombre et la liste des participants aux réunions du CN.

## RAPPORT

# Rapport de la commission des statuts

## Isabelle De Almeida

La commission chargée par le CN de travailler à la modification des statuts s'est réunie deux fois depuis le 13 septembre. Il ne s'agit pas aujourd'hui de vous présenter un texte abouti mais de vous soumettre des propositions sur les objectifs de changements de statuts et les problématiques à mettre en débat. Ensuite, en nous donnant mandat, nous poursuivrons notre travail pour une rédaction qui vous sera soumise au CN du 21 novembre.

Dans un premier temps, nous avons voulu prendre en compte le contexte de préparation de notre 36<sup>e</sup> Congrès : - Une ambition de haute portée telle que définie à la Fête de l'Humanité, « le congrès d'une nouvelle ère pour le PCF et du développement du Front de gauche ».

- Les pistes que Patrice Bessac a développées dans son rapport au CN du 13 septembre sur l'avenir du PCF, notamment sur l'articulation nécessaire de la pluralité et de l'efficacité de notre recherche avec tâtonnements parfois pour allier les deux.

- Le Parti aujourd'hui : depuis 2008, ce sont environ près de 20 000 hommes et femmes qui ont rejoint notre organisation, et donc qui n'ont pas vécu de préparation de congrès du PCF : qu'en attendent-ils ? En terme de droits, d'espaces pour libérer leur initiative, de délibération collective et de partage des savoirs, des connaissances, des pratiques, en termes d'efficacité et de démocratie militante, et de cohérence pour mettre en œuvre notre projet politique commun.

Et c'est un Parti plus rassemblé, plus « apaisé », comme le disait une camarade dernièrement, tout en menant

la confrontation d'idées, et des communistes qui majoritairement ambitionnent que ce 36<sup>e</sup> Congrès soit une étape majeure du développement de notre organisation pour faire face aux enjeux dont nous venons de débattre aujourd'hui avec la présentation du texte de la base commune. C'est dans ce cadre que nous inscrivons notre travail afin que nos statuts puissent répondre à l'objectif de donner un nouvel élan au PCF, et permettre à chaque adhérent-e, aux collectifs militants, aux instances d'être tournés vers la mise en œuvre des orientations que nous allons prendre. Cela nécessite donc d'avoir des principes, un fonctionnement interne, des règles de vie qui soient en adéquation avec cet objectif.

Sur la fonction des statuts, leur rôle dans la vie du Parti et leur inscription dans le temps, nous pensons que leur fonction est d'énoncer clairement des principes, des règles de fonctionnement et des règles de vie au service du projet, des orientations décidées. Il ne s'agit pas de régenter la vie, mais d'organiser la loi.

Tout en donnant toute sa place et le sérieux nécessaire au débat sur la révision des statuts, il ne faudrait pas pour autant laisser croire que les questions politiques, les pratiques et les transformations attendues ne se régleront qu'aux travers des statuts. Ils y concourent pour leur part. Nous proposons de les modifier avec l'objectif de les inscrire sur une durée plus longue que la période précédente. Il nous faut aussi penser leur lecture et leur compréhension par tous les adhérents. La commission suggère que nous envisagions de les valoriser et donc qu'ils soient remis à chaque adhérent-e. Par ailleurs, en

cas de conflit, ce sont les statuts qui sont pris en considération au regard de la justice, nous les ferons donc examinés par un juriste.

Nous pensons que nous pouvons avoir un bilan partagé sur les statuts tels qu'ils ont évolué dans les dernières années : en effet, ils ont permis de bien vivre ensemble dans le Parti, avec des acquis, notamment concernant la souveraineté des adhérents, la pluralité de droit. Aussi, nous vous proposons de garder le socle des statuts élaborés en 2006 et l'architecture du texte qui a sa cohérence. Il ne s'agit donc pas de faire une réécriture complète, mais de se mettre d'accord sur les quelques problématiques à revisiter, au regard des expériences vécues, et de ce que nous visons.

Un rappel : Au congrès de juin 2010, nous écrivions dans la résolution :

« Nous voulons garder le meilleur de la démocratie militante permettant l'affirmation de grands choix nationaux, notamment, et gagner dans la réalité le meilleur de la démocratie de participation et d'initiative. Notre démocratisation, passant par la participation effective des adhérents à l'élaboration de la politique de leur parti, nous semble la voie la plus féconde pour l'avenir », et nous avions décidé de la mise en œuvre de plusieurs chantiers de transformation dont certains ont à voir avec la vie interne du PCF, aux droits des adhérents, et aux responsabilités et rôles de nos instances. Je ne vais pas en faire ici une lecture complète, car ce n'est pas le lieu ni le rôle de la Commission des statuts, mais cela peut nous guider.

C'est dans cette démarche que le 35<sup>e</sup> Congrès avait décidé de la révision des statuts au prochain congrès ordi-



naire et mis en place une commission ad hoc qui avait commencé un travail en 2010. Notre commission a bien entendu examiné ces premiers travaux.

Nous pouvons constater qu'au regard des expériences vécues, il y a certaines insuffisances, des manques de précisions dans nos statuts, qui ont créé des situations conflictuelles et parfois brouillé le message politique du Parti et qu'il y a aussi des règles qui peuvent affaiblir la cohérence nationale du PCF. De cela, nos collectifs militants, nos instances et notre activité ont pu en être affectés. Malgré cela, constatons que les communistes ont eu la volonté et l'intelligence de trouver les moyens de dépasser certaines situations de conflit. Et au vu des premiers travaux en 2010, des retours de la commission des conflits, de nos échanges et des premières contributions (y compris la première réunion de la Commission des candidatures), s'affirme la volonté d'avancer vers plus d'efficacité et de démocratie militante et de cohérence nationale.

C'est pourquoi nous vous proposons de mettre quelques problématiques que vous aurez à valider :

- La souveraineté de l'adhérent et la souveraineté collective sont à mieux articuler. C'est le rapport de l'adhérent au collectif et à l'organisation. Cela passe par la démocratie militante et les droits de l'adhérent-e et

les responsabilités collectives de nos instances. Il y a nécessité de reprendre le débat sur droits et souveraineté de l'adhérent, et apporter des précisions sur notre fonctionnement, par exemple : sur l'accueil des nouveaux adhérents, sur les droits des adhérents français vivant à l'étranger.

- La diversité ou pluralité des opinions et le respect des décisions majoritaires : ne faut-il pas donner davantage de règles ? Car il y a des insatisfactions, des demandes sur ce point.

- La question de la cohérence nationale à mieux faire vivre dans nos règles de fonctionnement, notamment sur la désignation des candidatures aux élections nationales et le lieu de validation, mais aussi dans l'utilisation d'outils communs.

- La question de l'efficacité militante du Parti, de ses instances. Cela passe notamment par l'élection de nos directions à revisiter en rapport avec les travaux de la commission des candidatures (rôle de la direction, critères...). Il y a une volonté d'avancer et de modifier certaines règles pour donner plus de crédibilité à notre travail collectif sur les directions. Il y a un besoin de mieux préciser des règles concrètes sur les modalités de consultation, de vote, car c'est un point sujet à interprétation et à conflit.

- Sur la question du respect des statuts et aussi des droits des adhérents, de leur souveraineté et de la souveraineté collective : comment en cas de situations conflictuelles mieux les traiter en amont ? Le rôle de la commission des conflits doit-il être de donner un avis ou une décision ? Ce sont, à ce jour, les axes que nous proposons de remettre sur le chantier du débat : soit pour apporter des précisions pour que nos règles de vie soient le moins possible, sujet à interprétation (et donc à conflits), sans toutefois changer le fond, soit pour apporter des modifications. Par ailleurs, il nous paraît aussi nécessaire, sans modifier sur le fond,



d'actualiser le préambule en fonction de notre ambition et du texte d'orientation, de rendre plus clairs certains articles qui comportent des répétitions, d'apporter quelques précisions de repères afin que tout nouvel adhérent puisse avoir certaines informations.

Nous voulons mener ce travail de ré-

vision le plus collectivement possible d'ici le 21 novembre (et bien sûr après). Aussi, nous avons sollicité les avis et les propositions de plusieurs secteurs : les secteurs Vie du Parti, des Finances, des Elections, ainsi que la Commission des conflits. Et nous aurons aussi à nous rapprocher du MJCF, de l'amicale des Vétérans sur la

partie qui les concerne. Nous souhaitons aussi solliciter l'avis de fédérations et de sections de tailles différentes.

Je sais que déjà des commissions sur les statuts se réunissent dans certaines fédérations, ou du moins que la réflexion et le débat sont engagés au vu des contributions que nous com-

mençons à recevoir. Je tiens à les remercier par avance de leur apport ainsi que les membres de la Commission des statuts. Une commission qui a commencé ce travail de révision dans un climat serein et collectif, avec pour objectif de donner aux adhérents et à notre organisation les moyens de fonctionner le mieux possible, afin de

donner un nouvel élan au PCF et être utile à nos combats et notre peuple. Je souhaite, ainsi que les membres de la commission, que cet état d'esprit soit partagé par nous tous, et par l'ensemble des communistes.

## DISCUSSION

### Yves Jamain – Vienne

Séparer la représentativité du Parti de la direction. 1) Un parlement du Parti pour une grande part composé des fédérations en fonction de leur représentativité, de la direction nationale et des représentants des parlementaires. 2) Une liste élue par le congrès (restreinte) sur un projet de direction, en fonction des compétences, apport à la direction... Représentativité basée sur les cotisants.

### Yannick Monnet – Allier

Depuis Martignes, les statuts grossissent. Il ne devrait régler que des problèmes juridiques, mais pas politiques. Exemples : démocratie, ils ne règlent que le vote et ses procédures mais ne garantissent pas la démocratie. Cotisants/adhérents, le problème est d'organisation pour récupérer les cotisations. Conflits, ce sont avant tout des questions politiques qui sont au cœur. Je dirais que les meilleurs statuts sont ceux qui ne servent pas. Moins de procédure et plus de politique. Les statuts doivent protéger la structure et les adhérents. Les statuts ne doivent pas empiéter sur la réflexion et la créativité.

### Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

Je suis pour rapprocher les listes alternatives au CN et les textes alternatifs d'orientations. Le Conseil national devrait être composé par exemple de 150 membres proportionnellement au nombre de voix sur les textes alternatifs. Par contre, recréer un bureau politique monolithique représentant le texte arrivé en tête. Sinon la direction sortante s'auto-reproduit toujours.

### Jérôme Marcuccini – Isère

Les statuts, parce qu'ils sont notre règle commune, constituent la loi fondamentale du Parti. Contrat qui unit l'adhérent à l'organisation, ils fixent des droits et des devoirs. En cas de non-respect, tout adhérent peut demander une réparation qui relève de notre responsabilité collective. La réciprocité doit être vraie, sans quoi la relation Parti/adhérent est déséquilibrée, le collectif démuné face à l'individu. Sans aller jusqu'à la sanction, celui qui les bafoue délibérément prend la responsabilité de se mettre momentanément ou définitivement hors du Parti. Voilà un respect minimum de l'équilibre.

### Michel Laurent – Paris

Les statuts sont importants parce qu'ils organisent les règles de vie commune opposables à chacun-e des adhérents, aux tiers, à la justice. L'originalité de notre fonctionnement est de reconnaître les diversités d'opinion sans aller à l'organisation en tendances. La modification des statuts doit tenir compte des enseignements du travail de la commission des conflits. Au moins sur deux sujets : la désignation des candidats soutenus par le PCF et l'élection des directions. Nous devons nous donner les moyens d'empêcher un candidat non soutenu par les communistes de se réclamer du PCF. Les listes alternatives doivent être représentatives d'une capacité de diriger au niveau pour lequel elles se présentent.

### Paul Barbazange – Hérault

Je réagis. J'ai été élu au 34<sup>e</sup> Congrès sur une liste alternative. Jusqu'au dernier moment nous avons travaillé pour permettre à la direction de bâtir un CN incluant toutes les sensibilités sur la base du vote de tous les communistes sur divers textes. La liste sur laquelle je figure avait reçu 25 % des voix. Sa représentativité indiscutable. Seul le refus d'inclure certains camarades en commission des mandats nous a obligés à nous présenter. Au 36<sup>e</sup> Congrès, la direction peut faire un autre choix.

### Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne

Les statuts ne peuvent pas servir à régler les conflits. Ils doivent nous aider à construire, penser, faire vivre notre organisation. Il s'agit de lever l'hypothèque encore présente dans les esprits de notre avenir. Réaffirmons la permanence et la pérennité d'une organisation communiste. Recréons du commun organisationnel à partir de ce que nous faisons vraiment dans nos sections, nos fédérations.

### Francine Valeyre – Isère

Nous avons besoin d'un texte clair. Concernant les notions de souve-

raineté, d'adhérents et de cotisants. Les adhérents doivent être cotisants : quand on rejoint une structure, il est normal de contribuer à son existence. Les sections sont à même de faire jouer la solidarité lorsque c'est nécessaire. Je propose une instance chargée de dire les statuts ou l'esprit des statuts, hors conflit, quand les adhérents en ont besoin. Nous devons préciser dans un préambule que ces statuts sont nos règles communes, mais qu'ils sont aussi la garantie de la cohérence d'activité des communistes. Repenser le rôle de la commission des conflits pour qu'elle puisse avoir un rôle plus efficace.

### Marc Brynhole – Loiret

Nous partons d'un texte qui, par certaines de ses qualités, a permis de surmonter la difficulté diversité/tendances. Aujourd'hui il faut redonner du sens et du contenu à la démocratie comme mode de fonctionnement avec des droits précis et une définition de devoirs de chaque adhérent. Les conflits ont surgi pour l'essentiel sur la désignation des candidats et/ou des directions ou encore sur la création de deux organisations sur le même territoire. Laissons le moins possible de « vide juridique » et permettons-nous de « dire le droit » quand cela est nécessaire. Améliorer la transparence des décisions et de toute la chaîne des consultations devra faire partie de notre travail de clarification des statuts.

### Laurent Péréa – Dordogne

Quels changements opérer pour conjuguer l'engagement dans les actes, le rassemblement et l'action ? Comment transformer et garder le meilleur de la démocratie militante visant l'ambition du vivre ensemble et donner du sens à l'unité « dans et du » Parti ? En ça, régler clairement le rapport de l'individu et du collectif où la singularité de l'individu s'affirme par la construction collective ; et repréciser le rapport de l'adhérent à son orga, les conditions à créer pour qu'il chemine de manière dynamique de son adhésion à son engagement dans le collectif communiste. En fait, toute la question de son accueil et sa mise en situation de respect du cadre de vivre ensemble ou non.

### Nicolas Marchand – Val-de-Marne

Le principal n'est pas la discipline, même s'il y a des problèmes à traiter, mais l'exigence de démocratisation du Parti. Notre fonctionnement est hyper-centralisé et délégataire, à l'opposé d'une démocratie plus directe et de pouvoirs que nous proposons pour la société. Il n'y a pas d'exemple récent où le CN ait rejeté une proposition de la direction ; c'est la Conférence nationale et les militants qui ont imposé un vote démocratique pour les présidentielles. Il y a besoin de « garde-fous » contre les excès de pouvoir. L'élection des premiers secrétaires par les congrès accentue la centralisation : c'est à changer. Et je propose que les délégués aux congrès soient élus directement au niveau des sections.

### Jérôme Marcuccini – Isère

Nous ne sommes pas au bout du processus de démocratisation, avons encore des formes à inventer. Mais nous ne devons pas sous-estimer la question que nous posent les listes alternatives. Lorsqu'au 34<sup>e</sup> Congrès nous soumettons au congrès départemental les candidatures au CN, un camarade reçoit 6 voix sur 44. Il en avait fait 12 en tant que tête de liste, ne reçoit la légitimité que de la moitié et est élu au CN sur liste alternative. Pour la crédibilité de la direction, nous devons remédier à ces situations.

### Fabienne Haloui – Vaucluse

Lors du dernier congrès, la commission des candidatures avait pour mandat d'intégrer dans ses propositions une réduction importante du Conseil national. Ses efforts se sont heurtés au « système électoral » des listes alternatives. Il faut préserver la représentation de la diversité mais revoir nos statuts qui ne permettent pas de fixer des limites dans la composition du CN.

### Gisèle Cailloux – Hauts-de-Seine

1) Le secrétaire national doit être responsable devant le CN, le secrétaire départemental devant le CD, donc être élus respectivement par le CN et le CD. Être élu par le congrès ne garantit pas, sur la durée, la cohérence entre la liste et le secrétaire général qui la conduit mais

rend impossible un changement sans reconvoquer le congrès. 2) Contrairement à ce qu'affirme une camarade, il n'y a pas eu volonté lors du dernier congrès d'assurer la diversité dans le CN. Sans listes alternatives, des camarades assurant aujourd'hui des responsabilités sur le secteur école, avec les économistes « attérés », sur le secteur entreprises, ne seraient pas aujourd'hui dirigeants du PCF au sein du CN.

### Corinne Bécourt – Aisne

Droits, devoirs, sanctions ? La direction a montré le contre-exemple du non-respect des statuts et des communistes. Pas de congrès statutaire depuis 2008. Un secrétaire national élu hors des statuts. Les décisions cruciales, constitution du FG, stratégies électorales prises hors congrès, en contradiction avec le texte adopté au 34<sup>e</sup> Congrès où n'étaient envisagés que des « Fronts de lutte ». La souveraineté des communistes bafouée pour les candidatures aux législatives. Exemple : St-Quentin avec un bulletin de vote FG et le bulletin de vote des candidats PCF interdit. Haute-Saône, la direction nationale soutient les candidats FG qui se présentent contre les communistes, choix validé pourtant par cette même direction.

### Jean-François Téaldi – Hauts-de-Seine

Les statuts ? Ça n'est que le moyen technique de répondre aux questions qui n'ont pas été résolues politiquement. Ils ne doivent pas être un outil technocratique de clans ou de chapelles, qui n'auraient pas convaincu la majorité des communistes, pour tenter de contourner les décisions prises. Je suis attaché à la représentation proportionnelle de la diversité des idées exprimées à tous les niveaux de structures, mais aussi à l'application par tous des décisions majoritairement prises, même si en interne le débat doit se poursuivre. C'est la condition de la confiance que nous ont accordé les 4 millions de citoyens souffrant de la politique du capital et du social-libéralisme.

### Marie-Christine Burricand – Rhône

Je rappelle qu'au dernier congrès, c'est le blocage d'une partie de la direction à la dernière commission des candidatures qui a contraint les signataires de « Faire vivre et renforcer le PCF » à faire une liste, sans quoi ils n'auraient pas été représentés au Conseil national. Je sens dans certaines interventions la volonté de régler des problèmes politiques par des mesures administratives. Multiplier les obstacles pour contraindre les listes alternatives à se regrouper, comme le proposent certains ici, c'est pousser à l'affrontement de sommet et non la représentation de la diversité.

### Jean-Louis Frostin – Ille-et-Vilaine

Attention à ne pas faire des statuts un autre débat d'orientation ; un seul suffit. Par contre, inscrivons-les dans notre volonté d'un parti vivant pour une nouvelle ambition communiste. De même, travaillons à solutionner les dysfonctionnements pour cet objectif et pas dans un esprit qui confondrait « se donner de meilleures règles » avec « remettre de l'ordre... ». Des statuts comportent des dimensions juridiques, organisationnelles et politiques. Traitons chacun de ces registres pour ce qu'ils sont mais évitons de mélanger les genres. Soyons dans l'équilibre entre les statuts (qui doivent dire la loi et pas régenter la vie) et l'appel au sens des responsabilités inhérent à la pratique démocratique.

### Paul Barbazange – Hérault

Nous venons de débattre des organismes de direction. Revenons aux organisations de base : les cellules. De nombreux camarades, souvent majoritaires dans des sections, souhaitent un retour à ce lieu de proximité, d'organisation, d'action de démocratie et de souveraineté. Au plus près de la classe ouvrière et du salariat (quartiers-entreprises). Les décisions majoritaires de Martignes ont été catastrophiques. Les sections ont un vrai rôle. Ce n'est pourtant pas à ce niveau que la collecte financière, la démocratie peuvent s'organiser. Cette reconstruction des cellules demandera un travail intense et rigoureux. Confection et délivrance de la carte du PCF seront la meilleure expression de souveraineté.

36<sup>e</sup> Congrès

Base commune proposée par le Conseil national du PCF

## « Il est grand temps de rallumer les étoiles... »

Guillaume Apollinaire

## Humanifeste du Parti communiste français à l'aube du siècle qui vient

**N**ous voulons changer le monde ! Et la chose ne peut plus attendre. Les apprentis sorciers du capitalisme ne parviennent plus à faire face à leur propre crise et les prétendues solutions qu'ils mettent en œuvre revêtent un caractère de plus en plus brutal et autoritaire. Nous voulons vivre à pleins poumons, quand la violence de la société nous poursuit un peu partout jusqu'à l'asphyxie. Un choix radical est devenu inévitable : suivre la pente de la compéti-

tion sauvage et de la barbarie ; ou bifurquer sur le chemin du partage, de la démocratie et de l'humain. Quelle humanité voulons-nous être ?

Notre parti pris est celui de l'émancipation humaine, celui de l'épanouissement de chacune et de chacun, celui du droit au bonheur. Cela nous conduit à promouvoir l'égalité digne de chaque être humain, quelle que soit l'étoile sous laquelle il est né, quel que soit son genre, quelle que soit la couleur de sa

peau, quelle que soit sa religion s'il en a une, quelle que soit son orientation sexuelle...

C'est ce qui donne sens à notre projet de société et à la manière dont nous voulons le faire avancer : avec toutes et tous. Cela n'est pas compatible avec l'austérité dévastatrice qui est la cause et la conséquence de la crise profonde du système lui-même. Cela n'est pas compatible avec les plans du capitalisme, qui bâtit une société de la concurrence de tous contre tous, où se déchaî-

nent les pulsions de domination et de haine.

Le capitalisme a atteint un stade sans précédent historique de sa crise. Le XXI<sup>e</sup> siècle peut être celui de son dépassement. C'est un immense défi. Nous pensons possible de le relever.

Nous, communistes de France, lançons un appel au peuple de notre pays, aux peuples d'Europe et du monde. Allons-nous laisser écrire la suite de l'histoire par la main de celles et ceux qui nous ont menés

au désastre ? Aucun des obstacles qu'ils dressent n'est insurmontable. Face aux urgences comme face aux grands enjeux, ne laissons pas notre destin se décider sans nous, au gré des humeurs du marché. Ensemble, soyons actrices et acteurs, décideurs et décideuses de l'avenir de l'humanité.

## I- Face à la crise, le choix radical de l'humain

**1- Nous voulons un nouveau monde**  
Il y a un nouveau monde à gagner. Un nouveau monde pour l'humanité. C'est cette conviction renouvelée qui nous rassemble. En quelques décennies, nous avons changé d'époque. Certains s'entêteront à vouloir classer notre rêve au chapitre des illusions. Ils ne veulent pas voir qu'une puissante aspiration au changement travaille l'humanité en son cœur.

**Prendre confiance**

En proie à la crise majeure qu'il a provoquée, le capitalisme n'en finit pas de convulser, épuisant la planète et étouffant l'humanité. C'est pourquoi ses promoteurs sont à son chevet pour essayer de le sauver, en même temps que leurs immenses privilèges acquis contre l'intérêt de l'immense majorité.

D'un côté, beaucoup a déjà changé, par la mise en cause de la domination occidentale et l'émergence d'un monde beaucoup plus contradictoire, par les bouleversements des modes de vie et de production liés à la révolution numérique et informationnelle, ou par l'essor de la prise de conscience écologique... D'un autre côté, rien ne change vraiment ; tout est capté, puis digéré, pour alimenter la même fuite éperdue vers nulle part.

Dans leurs vies quotidiennes, des millions de femmes et d'hommes n'en peuvent plus. Dans notre pays, le chômage de masse continue de gagner du terrain, la précarité devient la norme particulièrement pour les femmes et les jeunes salarié-e-s, de plus en plus de retraité-e-s sont en butte à la pauvreté, trop d'étudiant-e-s s'endettent et cherchent des petits boulots pour financer leur formation, la santé devient un produit de luxe, les quartiers populaires concentrent tous les effets de la crise, le travail est de plus en plus vécu comme un traumatisme, la vie est de plus en plus chère, les minima sociaux ne suffisent pas à boucler les fins de mois, la violence monte dans toute

la société... Tout cela alimente le sentiment d'impuissance savamment distillé dans les consciences. Mais rien n'est écrit d'avance : le destin de l'humanité est entre ses propres mains. Il est temps, de par le monde, que les citoyennes et les citoyens reprennent confiance en leur pouvoir.

**L'issue : rompre avec le capitalisme**

Rompre avec le capitalisme en le dépassant est une urgente nécessité. La brutalité avec laquelle la crise est en train de précipiter l'humanité vers des abîmes exige la mise en œuvre de solutions nouvelles qui s'attaquent aux causes réelles. La domination insensée des forces de l'argent doit être renversée pour laisser place à un mode de développement humain durable.

A celles et ceux qui parlent de moraliser le capitalisme pour mieux le conserver, nous disons que l'entreprise est vaine et que la manœuvre ne prend pas. L'argent n'a pas de conscience. Le capitalisme est incapable d'offrir une autre perspective que l'asservissement de l'immense majorité des êtres humains.

A celles et ceux qui en appellent à la mesure et proposent de réguler le capitalisme, nous disons que c'est un objectif illusoire. Sans la volonté de prendre le pouvoir aux marchés financiers et aux grands possédants, l'expérience a montré qu'il n'y a aucun résultat significatif. Il y a une contradiction de plus en plus insoutenable entre le capitalisme et le progrès social, entre le capitalisme et la démocratie, entre le capitalisme et le développement culturel, entre le capitalisme et l'écologie.

C'est pourquoi nous parlons de révolution. Une révolution citoyenne, pacifique, démocratique, et non pas la prise de pouvoir d'une minorité. Un processus de changement crédible et ambitieux, visant à transformer les logiques du système.

**2- De la crise du capitalisme à la crise de civilisation**

La crise, avec ses accalmies et ses soubresauts, les peuples du monde la subissent depuis plus de trente ans. Chaque jour s'approfondissent ses dégâts, jusqu'à remettre en cause les fondements de la civilisation.

**La crise financière provoque l'explosion sociale et économique**

En 2007, s'est déclenchée la plus grave crise financière depuis l'entre-deux-guerres, suivie deux ans plus tard, de la première récession mondiale depuis 1945.

Les véritables causes de cette crise majeure se trouvent dans la domination des forces de la finance. Les exigences de rentabilité des capitaux écrasent l'économie réelle et imposent au monde du travail de multiples et insupportables saignées.

Au cœur des emballements actuels, se trouve un antagonisme fondamental : le capital utilise les immenses possibilités de la révolution numérique et informationnelle pour nourrir son obsession de faire de l'argent pour l'argent. Cela entraîne un chômage de plus en plus massif, ainsi que l'accroissement des revenus du capital au détriment des revenus du travail. Résultat : la productivité augmente mais pas les débouchés. Cette situation conduit inexorablement au développement d'une concurrence de plus en plus déchaînée, d'une exploitation des salarié-e-s de plus en plus forcée.

Ce développement spasmodique s'est construit pendant plusieurs décennies sur le surendettement généralisé... qui a fini par exploser avec la crise des subprimes aux États-Unis. Les forces de la finance se sont alors plus que jamais comportées comme une nuée de criquets. Pour éviter l'embrasement, de gigantesques liquidités ont été déversées par les pouvoirs publics et englouties dans la même logique. Ce sont les peuples qui en ont payé

le prix par le recul continu des droits sociaux, des services publics et du pouvoir d'achat : de quoi accentuer encore l'endettement, la faiblesse de la croissance et la relance de la spéculation ravageuse. Une spirale infernale.

Ces enchaînements font particulièrement sentir leurs conséquences en Europe, au point de menacer la reprise mondiale. En Grèce, il a été imposé au peuple une injustifiable cure d'austérité, plongeant dans la misère et l'incertitude une large part de la population. Partout, la réduction drastique des dépenses publiques a été mise à l'ordre du jour pour nourrir plus encore le monstre insatiable de la finance.

La fameuse « crise de la dette » provient surtout de l'insuffisance des recettes publiques et sociales, du coût des intérêts versés aux banques sur les marchés financiers, de leur sauvetage et plus encore de l'appauvrissement généralisé de nos sociétés, vampirisées par les forces de la finance. Et le comble, c'est que cette spirale du déclin est utilisée par celles et ceux qui la causent pour culpabiliser les salarié-e-s et les populations, justifier les privatisations.

Avec l'appui d'une pensée technocratique autoritaire, les peuples européens ont été sommés de se soumettre et d'abandonner toujours plus de leur souveraineté. Les forces financières et leurs relais ont défendu bec et ongles l'interdiction faite à la Banque centrale européenne de créer de la monnaie, afin de se servir de l'euro pour sécuriser leurs créances. Ainsi, au lieu d'alléger le poids des dettes des États et d'engager des réponses publiques face à la situation, ce sont donc les banques, sans cesse renflouées, qui sont encouragées à poursuivre leur œuvre sans rien changer. Et la crise se poursuit... Ailleurs, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale se font les instruments de la domination absolue des marchés financiers et s'attachent à leur faire place nette en conditionnant chacune de leurs interventions à des régres-

sions sociales.

Dans les pays émergents, où l'industrialisation demeure toujours dominée par les multinationales, la croissance s'est réalisée à marche forcée. Provoquant un exode rural massif, elle s'est souvent construite sur la base de conditions de travail dignes de celles qu'avaient pu connaître les ouvriers européens du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans de nombreuses régions du globe, la misère a continué d'être le lot commun tandis que s'implantaient des paradis touristiques réservés à une minorité.

D'immenses vagues d'expropriation des peuples de leurs terres et de leurs droits se sont produites. L'ensemble de ces profonds bouleversements s'est opéré sur la base d'une mise en concurrence exacerbée, d'un gaspillage d'outils et de savoir-faire incroyable, et d'inégalités insupportables.

**Une crise écologique croissante**

La crise économique et sociale se mêle à une crise écologique croissante. Car la course effrénée au profit se nourrit également sans vergogne de la spoliation permanente des ressources naturelles. La pollution des océans, des rivières et fleuves provoque une disparition de la flore et de la faune aquatique ; l'exploitation sans retenue des forêts conduit à leur disparition ; l'agriculture intensive entraîne l'appauvrissement des terres et des sous-sols tandis que la biodiversité s'effondre et que des espèces comme les insectes pollinisateurs disparaissent... Même habillé de vert le capitalisme se moque de la planète : les lobbies de la climatologie libérale se repaissent légèrement des catastrophes écologiques, en faisant du profit sur les exigences de développement durable.

Le réchauffement climatique tient une place de premier rang dans l'ordre des défis à surmonter : les tempêtes et les inondations sont le pendant de la sécheresse et de la désertification. Quant à la fonte de la banquise et des glaciers, elle engendre l'élévation du niveau des mers créant par millions une nou-

velle catégorie d'êtres humains : les réfugiés climatiques... La réduction des énergies carbonées à l'origine des gaz à effets de serre est donc une absolue nécessité planétaire. Comment accepter, de Copenhague au sommet de la terre de Rio, que des décisions de cette importance aient pu être remises en cause pour satisfaire des intérêts financiers ? Enfin, le respect des ressources en eau et leur partage nécessitent une prise de conscience plus vigoureuse encore, tant les besoins sont criants. Et l'heure est à un autre modèle d'agriculture, protégé de la spéculation, soucieux de la santé publique et de la lutte contre la faim. Or, malgré les alertes de la FAO, on a continué à développer des cultures qui privent une partie de la population mondiale de denrées de première nécessité. Les images insupportables d'enfants se nourrissant de galettes de boue, tandis que les spéculateurs continuaient impunément leurs basses œuvres sont restées gravées dans nos mémoires. Pouvons-nous accepter d'être réduits à l'impuissance ?

**La démocratie réduite à un théâtre d'ombres**  
Devant la pression du pouvoir considérable acquis par les marchés financiers, nous sommes entrés dans un cycle de régression démocratique. La capacité d'intervention des peuples a été rognée en permanence jusqu'à être cantonnée à la marge des grandes orientations qui régissent les sociétés, tandis que la puissance publique a été de plus en plus accaparée au service des marchés financiers. A tous les niveaux a été organisé le dessaisissement progressif des citoyennes et des citoyens de leur pouvoir. On est passé de l'Etat-providence à l'Etat de marché. Pour donner le change, on a ainsi inventé le concept particulièrement pervers de gouvernance, véhiculant l'idée que la conduite politique pouvait se contenter de compétences. Par une série de coups d'Etat déguisés, une petite oligarchie, relayée par ses innombrables lobbies, a pris le pouvoir de façon insidieuse, maintenant les apparences de la démocratie. Ainsi, plus les changements nécessaires paraissent immenses, moins l'action politique paraît être porteuse de solutions.

**Des crises internationales à répétition**  
Depuis le bouleversement géopolitique lié à la chute du mur et à la mondialisation capitaliste, des crises internationales majeures s'enchaînent dans un monde présenté comme irrémédiablement instable et dangereux. Les réponses militaires et les stratégies de puissance seraient, nous dit-on, les seules possibles. Les dépenses liées à la guerre pèsent lourd dans les budgets publics. En Irak, en Afghanistan, en Libye, en Afrique... des logiques de guerre, au nom de prétendues valeurs occidentales, n'ont cessé d'exacerber les tensions, d'étendre les instabilités, d'aggraver les crises. Cette escalade sans issue, dans le mépris des droits des peuples et l'instrumentalisation de l'ONU, est le fruit d'un néo-impérialisme dont la volonté de prédation est à l'œuvre partout où des intérêts stratégiques sont en jeu. Les tensions et les violences qui ca-

ractérisent le monde d'aujourd'hui, dans sa complexité, s'enracinent en particulier là où le sentiment existe que la politique des Etats-Unis, des pays de l'Union européenne, de l'OTAN... bafoue la dignité, la souveraineté des peuples. Le non-respect des droits de la Palestine, la succession de guerres, le soutien à des dictatures, les politiques néolibérales imposées par le FMI et l'Union européenne... Tout cela n'a cessé d'alimenter un rejet profond de la domination occidentale et de fournir des motifs de révolte et de mobilisation populaires puissantes.

**L'humanité en panne de sens**  
La conjugaison de ces crises finit par plonger l'humanité dans une véritable crise de civilisation. Une crise du sens et de l'imaginaire. Une crise existentielle qui interroge les rapports entre les êtres humains et leurs rapports à la nature. Le capitalisme est venu exacerber toutes les dominations existantes, à commencer par le patriarcat. Prospérant sur la concurrence et la peur de l'autre, il a sapé les fondements du vivre ensemble. Les savoirs et leur diffusion ont été placés au service de la rentabilité financière, et les êtres humains empêchés d'acquiescer une maîtrise critique des connaissances et une culture commune. La marchandisation de tout jusqu'au corps humain, la guerre de tous contre tous et l'explosion des inégalités, la domestication de la culture et de l'éducation se sont abattues sur les peuples. Les grandes puissances se sont attelées à fournir des motifs de justification à leurs guerres néo-coloniales.

Dans une humanité déboussolée, les résistances à cet ordre mondial insupportable se sont exprimées de façon contradictoire. La théorie du choc des civilisations, mise en pratique par des responsables politiques peu scrupuleux, pour servir les intérêts de leur cause, a fait grandir des affrontements dangereux et sans issue à l'échelle planétaire. Le terrorisme, qui pousse sur le terreau de la domination des peuples, est devenu le nouvel ennemi public.

Dans ce contexte, le peu de prix accordé aux vies humaines constitue un traumatisme sérieux. L'humanité se cherche. Elle ne trouvera réponse à ses questions que dans la quête commune de sens, que dans la mise en œuvre d'un projet commun, que dans la fin des logiques de puissance et de prédation.

## Fenêtre 1 La crise et son issue en question

*La crise, dans toutes ses dimensions, est dans toutes les têtes. Comment l'analyser et cerner ses contours ? Quelles contradictions provoque-t-elle au sein du système ? Quelles luttes se développent et quelles luttes développer ? Quelles sont les issues ? Quelles brèches ouvrir dans l'austérité ? Plus elle est comprise et interprétée, plus les solutions se dessinent et plus l'espoir pourra gagner du terrain.*

## 3- Un nouvel âge de la lutte des classes dans une humanité fragmentée

Au cœur de ces difficultés les résistances et la créativité des hommes et des femmes peuvent ouvrir de nouveaux horizons. C'est ainsi que pourra se reconstruire une civilisation nouvelle de femmes et d'hommes, riches d'influences culturelles différentes, mais fondamentalement libres, égaux et associés.

**Pour une nouvelle conscience de classe**  
La lutte des classes avait disparu. C'était une vue de l'esprit, un fantôme du passé que quelques individus inadaptés aux exigences de la modernité cherchaient à réveiller. Chacun était seul responsable de la situation dans laquelle il se trouvait. Voilà le discours hypnotisant qui nous a été servi des années durant. Et pourtant, jamais il n'y a eu de pause dans cet affrontement. La crise a commencé à faire tomber le masque, de par la violence de la tentative d'écrasement que mène la classe dominante. Nous avons vu défilier les marchés financiers et leur course à la compétitivité, les actionnaires et leurs dividendes, les banquiers et leurs escroqueries, les grands patrons et leur héroïsme... Nous avons entendu que « la guerre des classes existe » et que c'est leur classe, « celle des riches » qui est en train de la gagner.

Pour que l'immense majorité, les « 99 % », puisse faire valoir ses droits au changement, nous voulons qu'émerge une nouvelle conscience de classe, qui rassemblerait le monde du travail et de la création. Il est grand temps que se retrouvent tous ceux et celles, épris de justice, de paix et d'humanité, dont l'intérêt est d'unir leurs énergies pour ne plus laisser quelques profiteurs décider à leur place. Il faut pour cela faire grandir une alternative commune. Nous bataillerons pour faire échec à la division du salariat, et à la division sexuée du travail qui se fait au détriment des femmes. Ainsi, nous combattons le fameux concept de « classe moyenne », modelé pour faire croire à toute une partie de la population qu'elle pourra s'en sortir mieux que les autres parce qu'elle le vaut bien. De même nous ne laisserons pas s'installer plus avant le terme pernicieux d'assistantat pour décrire le devoir qu'a la société de relever celles et ceux qui sont dans la difficulté et de les accompagner.

**Des femmes et des hommes décidés à gagner**  
Profiteurs contre producteurs. Finance contre travail. Comment peut-on dans ce contexte, appeler à partager les efforts et proposer le match nul ? Les appels du gouvernement français à rechercher un « compromis historique » entre le patronat et les syndicats pour un « choc de compétitivité » sont inacceptables. Il s'agit d'une nouvelle tentative de « baisser le coût du travail », d'accentuer l'individualisation de la relation de travail, et d'imposer la flexibilité. Cette offensive n'a d'autre but que d'asservir plus encore les salarié-e-s, comme si les régressions de ces dernières années n'avaient pas suffi. Le patronat a fait le choix de la désindustrialisation, de la spéculation,

de l'abandon de la recherche-développement et de la formation, de la mise en concurrence des salarié-e-s entre eux par le chômage et la précarité... Il voudrait encore doubler la facture. S'il faut un choc, c'est pour baisser le coût du capital et non la rémunération du travail ; c'est pour baisser les charges financières et non pas les cotisations sociales ; c'est pour en finir avec la précarisation et non pas pour l'augmenter ! Voilà les issues à la crise ! Face aux offensives brutales d'actionnaires insatiables, les salarié-e-s, avec leurs organisations, ont cherché à établir des résistances solides. Dénonçant le mépris et l'incohérence, ils ont mis sur la table des projets alternatifs crédibles. Malgré les atteintes au droit de grève, malgré la criminalisation de l'action syndicale, malgré les chantages, malgré l'abandon des pouvoirs publics, des luttes ont grandi, dont certaines ont pu ouvrir des brèches. Ces hommes et ces femmes, atteints dans leur dignité, défenseurs d'eux-mêmes autant que de l'intérêt général bafoué, tiennent tête aux puissants. Parmi eux, il y a ces ouvrières et ces ouvriers que les médias ont longtemps ignoré, caricaturé et dont ils ont même décrété la disparition. C'est de leur côté que se trouvent les solutions.

Dans ces batailles, les femmes prennent très largement leur place, affrontant au passage un double mépris, tandis que chaque mesure de régression adoptée les frappe plus durement en raison de leur genre. Mais si le capitalisme se nourrit de cette oppression, nous savons qu'elle n'a pas besoin de lui pour exister. Pourquoi faut-il encore aujourd'hui mener la bataille pour le droit à disposer de son corps et contre les violences faites aux femmes ? Combien, de par le monde, sont traitées comme des mineures, contraintes d'obéir, de se cacher, de se soumettre ? De la même manière, pourtant, aux femmes, on avait expliqué que le féminisme était un combat dépassé, balayant d'un revers de main les inégalités persistantes, le patriarcat encore vivace. Le combat contre la domination et pour l'égalité doit se faire plus encore le combat de toute l'humanité.

**Le grand piège de « l'affrontement identitaire »**  
Racisme, xénophobie, antisémitisme, islamophobie, sexisme, homophobie, lesbophobie, transphobie et autres avatars du rejet de l'autre n'ont pas attendu la naissance des marchés financiers pour sévir. Nous les combattons tous avec vigueur, en tant que tels. Nous savons aussi que les forces dominantes ont bien compris le parti qu'elles pouvaient en tirer : afin de détourner la colère sur d'autres têtes, elles s'attachent à diviser leurs victimes dans des affrontements qui laissent à l'abri leurs intérêts. Pour déclarer l'ouverture de la chasse aux boucs émissaires, tous les prétextes sont bons. La stigmatisation tous azimuts des jeunes des quartiers populaires, des agents de la fonction publique, des grévistes, ou encore des chômeurs et des pauvres établit une liste de prétendus profiteurs du système, en même temps que le portrait

robot du prétendu méritant vertueux qui serait lésé par leur seule existence. Dès lors, lutter contre toutes les dominations, travailler à gagner l'unité et la solidarité contre les divisions, c'est façonner cette nouvelle conscience de classe que nous recherchons. C'est plus que jamais une urgence.

En effet, à partir de l'insécurité sociale latente, tout est fait pour que l'être humain se sente plongé dans un climat d'insécurité existentielle, au point de se vivre comme un individu assiégé de toutes parts. Assiégé dans son être même, dans son identité... Le pas suivant est vite franchi. Ainsi donc, le tranquille autochtone, serait seul face aux barbaresques menaçants. Il s'agirait donc pour lui de s'unir avec ses semblables face à l'ennemi désigné, accusé de « racisme anti-blancs ». Les mêmes qui critiquent le communautarisme l'installent de fait, dans une dimension profondément conflictuelle, allant jusqu'à usurper et dévoyer le principe républicain de laïcité.

Le déplacement du conflit social sur le terrain identitaire et communautariste est lié à l'héritage complexe et encore pesant d'une histoire nationale marquée par le fait colonial et relèue d'une stratégie visant à fractionner les couches populaires et à masquer l'aggravation des inégalités sociales. C'est ce que l'on appelle l'ethnisation des rapports sociaux, et c'est, dans le monde d'aujourd'hui, une arme de division massive.

S'appuyant sur la théorie du choc des civilisations, la diabolisation insupportable de l'islam et des musulmans, amalgamés en permanence à des étrangers intégristes et à des terroristes en puissance, a une fonction particulière dans ce dispositif. Voilà ainsi campé le personnage de l'étranger par excellence, celui qu'on incrimine et contre qui l'on veut fédérer. A partir de là peuvent se déployer toutes les peurs, toutes les haines et toutes les jalousies, comme on le voit aussi particulièrement à l'endroit des Roms ou des sans-papiers. Comme on le voit également à travers l'islamophobie et la résurgence de l'antisémitisme. Le développement d'un nouveau type de racisme, de plus en plus décomplexé, ne saurait être compris sans mesurer la portée de cette offensive menée par la droite et l'extrême droite. Elle est susceptible d'alimenter bien des tensions au sein des peuples comme au plan international. En mettant cet affrontement identitaire à l'ordre du jour, elle porte un grand danger de notre temps.

Communistes, nous affirmons l'inexistence des races, prônons l'universalisme et l'égalité de tous les êtres humains. Nous concevons la diversité des cultures, des héritages comme un patrimoine de toute l'humanité. Combattants contre toutes les aliénations, nous refusons les assignations identitaires imposées aux individus. Comme beaucoup d'hommes et de femmes, nous ne reconnaissons pas la richesse de l'humanité dans ces identités étriquées, fantasmées, artificielles. La question est bonne : homme, femme, qui es-tu ? Mais la réponse ne peut consister à s'enfermer dans des cases pour se rassurer et se protéger. L'être humain est

un être social, un être de relations, un être de culture. L'être humain est un producteur. Un être en chemin et en devenir. Chacune, chacun, nous sommes des humains uniques et complexes, d'influences et d'appartenances multiples. Ensemble, nous sommes l'humanité. Que dire, alors, de la nation ? Nous en portons une conception qui se situe aux antipodes de la vision identitaire et ethno-culturelle qui teinte les discours de la droite, sous l'influence de son extrême. La nation est pour nous un lieu essentiel du faire peuple et de l'exercice de la démocratie. Un lieu essentiel de l'internationalisme. La nation française elle-même s'est forgée dans la Révolution. Elle peut être fière de sa diversité régionale, en particulier linguistique. Elle est habitée d'une culture ouverte et en mouvement dont le monde a besoin. Au même titre qu'il a besoin de l'apport des autres nations de l'Europe et du monde. Depuis l'aube de notre histoire, les échanges entre les peuples nourrissent les représentations qu'ils se font d'eux-mêmes, leurs cultures communes et leurs façons de vivre. Partout, au cœur de la vie quotidienne dans les villes du monde, c'est cela qui se poursuit. C'est pourquoi l'idéologie xénophobe du nationalisme est une dangereuse fumisterie. Convaincus qu'il est vain d'enfermer toute tentative de changement dans la seule nation, nous proposons d'en refonder le principe pour reconstruire de l'unité sur les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Dans le même mouvement, il sera possible d'inscrire cette refondation dans une quête de mondialité. C'est-à-dire un processus permanent d'humanisation de l'humanité capable de bousculer la mondialisation capitaliste et d'opposer aux affrontements identitaires la force d'un monde interculturel. De tous les pays, unissons-nous.

## Fenêtre 2 La fragmentation de la société en question

*Vivré ensemble, lutter ensemble. Nous voulons lutter contre toutes les dominations tandis que le capitalisme les utilise pour diviser les peuples. Comment faire face à la fragmentation de la société, lutter contre les divisions, combattre les visions ethnicisées du monde, affronter l'individualisation des rapports sociaux... ? Comment construire une conscience de classe de notre temps ? Comment lutter contre la montée de l'extrême droite et de ses idées ? Qui et comment rassembler pour un changement politique ?*

## 4- L'ouverture de nouveaux champs du possible

Quand les peuples se mettent en mouvement  
Partout dans le monde, des mouvements populaires se développent qui en attestent : l'humanité cherche des issues. En effet, com-

ment ne pas trouver dans le mouvement d'occupation de Wall Street, le temple du capitalisme mondialisé, le signe éloquent d'un système en perte de légitimité ? Dans les pays d'Europe, les peuples résistent et manifestent leur profond rejet de l'austérité. Des forces politiques comme Syriza, en Grèce, opposées aux orientations européennes, commencent à gagner une place politique nouvelle. Sans oublier les « Indignés », qui portent une forte contestation du système, et bien souvent de la politique en tant que telle. En Amérique latine, dans la diversité des histoires nationales, des forces politiques ont été portées au pouvoir pour s'opposer au pillage impérialiste de leurs richesses et de leur travail, pour fonder de nouvelles coopérations et solidarités, y compris avec Cuba, victime d'un blocus inacceptable. Il s'y mène des politiques nouvelles où l'on cherche des façons de rendre au peuple les droits qui sont les siens. Ces expériences nous intéressent, elles nourrissent nos espoirs, elles participent à rendre partout le changement possible. Nous en sommes pleinement solidaires. Le Printemps arabe, s'il a débouché sur des situations contrastées, ne saurait être interprété autrement que comme une éruption trop longtemps contenue d'aspirations profondes à des bouleversements dans la vie quotidienne et dans la vie démocratique des peuples. Le monde arabe n'en pouvait plus de cette domination néo-coloniale dont la misère, la famine et la privation de libertés étaient le prix. Au cœur de ces mouvements, les aspirations démocratiques et progressistes doivent prendre le dessus. Dans notre pays, enfin, se lèvent dans de nombreux champs de la société des mouvements de lutte qui portent des revendications et des propositions concrètes. C'est de là que naîtra le changement. Nous souhaitons que se libèrent toutes ces forces qui veulent transformer nos sociétés, et celles qui ne trouvent pas encore à se manifester. Si elles sont encore éparpillées, s'il leur manque un projet commun, elles sont porteuses d'un souffle nouveau dont le monde a besoin. **Quand le progrès sert l'humanité** La révolution numérique et informationnelle bouleverse déjà les modes de production et d'échanges, comme les modes de vie. Elle prolonge l'intelligence humaine et change son rapport au monde, alors que jusqu'ici les outils, puis les machines de la révolution industrielle, avaient permis simplement de « prolonger la main », en instituant une séparation multi-séculaire entre celles et ceux qui décident et celles et ceux qui exécutent. Les systèmes automatiques de traitement, de stockage et de transmission de l'information sont autant d'avancées ouvrant des possibilités inédites que le capital s'efforce de confisquer, avec les gains de productivité qu'elles génèrent. Pourtant, elles portent en elles la possibilité d'une autre civilisation, fondée sur la mise en commun et la coopération plutôt que sur la marchandisation du monde. En tous domaines, les progrès

considérables de la connaissance et des savoirs, accompagnés de progrès techniques et technologiques incessants, couplés à cette révolution sont une chance pour l'humanité. L'organisation du travail, sa conception et sa place dans la vie des êtres humains pourraient en être complètement changées. Contrairement au projet d'une « économie de la connaissance » qui capte la recherche au service de la rentabilité et vise la refondation de la formation au service de la division du salariat, nous voulons nous appuyer sur la place croissante des savoirs dans la société pour construire une culture commune émancipatrice. Déjà, la place croissante des savoirs dans le travail, dans le débat démocratique et dans la vie quotidienne est à l'origine d'aspirations nouvelles. Sous la crise du capitalisme émergent déjà les prémices d'une troisième révolution industrielle avec l'impression 3D, les machines auto-répliquatives libres, l'open source hardware, les mouvements hackers et maker. Ainsi se créent et se développent des lieux de conception et de proximité en réseau, ouverts et gratuits, où l'on partage savoir et savoir-faire, où l'on crée plutôt qu'on ne consomme, où l'on expérimente et apprend collectivement, où le producteur n'est plus dépossédé de sa création, tels les Fab Lab, qui sont les moteurs de ce mouvement. Toutes ces avancées portent en elles des possibilités de mise en commun, de partage et de coopération inédites. **5- Un projet de société fondé sur l'humain** Alors, quel projet ? Cette question, nous ne souhaitons pas y répondre seuls. Nous voulons la poser en grand à la société. Nous voulons interroger les hommes et les femmes, pour donner de l'espace et de l'écho à leurs aspirations. Ouvrons grand les vannes : « Et vous, quels changements de société voulez-vous ? » Voilà la grande campagne d'échanges citoyens que nous souhaitons lancer dans tout le pays et au-delà. Nous ne saurions nous engager dans une telle initiative sans décrire nous-mêmes le projet de société que nous portons. Nous ne le concevons pas comme un modèle prêt-à-porter, mais une contribution forte dans la quête de l'humanité. Rien de tout cela ne tombe du ciel. A la suite des Lumières et de la Révolution française, il y a les anticipations fondamentales issues de Marx, et des penseurs du socialisme, avec une mention particulière dans notre pays pour la contribution de Jean Jaurès, qui fonda ce journal au nom si emblématique : *l'Humanité*. Il y a ensuite les enseignements que nous avons tirés des échecs et de l'effondrement des premières tentatives de rupture avec le capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle : sans démocratie, respect des libertés et des droits de l'homme particulièrement, il ne saurait y avoir d'émancipation humaine. Il y a encore les avancées produites par les communistes depuis un certain nombre d'années

pour définir d'autres logiques à mettre en œuvre. Il y a enfin tout ce qui se cherche et s'invente dans les luttes et le mouvement des idées pour faire grandir l'alternative. Notre projet se nourrit de tout cela. Il est en construction permanente. Un projet alternatif au capitalisme et à toutes les formes de domination doit permettre la convergence des pensées qui leur résistent : celles qui prennent le contre-pied des politiques libérales sur le plan social et économique, celles qui renouvellent l'exigence écologique, celles qui vont puiser dans les aspirations libertaires et l'humanisme, celles du féminisme, celles de la République face à sa décrépitude avancée, celle de l'altermondialisme... Il doit également se forger dans la vie, comme une réponse aux contradictions dans lesquelles les femmes et les hommes se débattent. C'est ce que nous nommons communisme : l'incessant mouvement démocratique d'appropriation citoyenne du monde et de partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs qui enverra peu à peu aux oubliettes l'ancien régime du capitalisme et fera grandir l'humain dans l'humanité. **La démocratie comme mode de vie** La démocratie doit être au cœur du vivre ensemble, par la reconnaissance d'une souveraineté populaire pleine et entière comme étant seule légitime. Aucun pouvoir, fut-il éclairé ou savant, ne saurait s'affranchir du peuple et gouverner sans lui. Nous proposons de démocratiser tous les espaces de la société, en recherchant partout à pousser les feux de l'intervention citoyenne et de la coélaboration. - Nous voulons une nouvelle République, où l'exercice de la démocratie ne consistera pas à abdiquer son pouvoir de citoyenne ou de citoyen. Dans toutes les institutions, nous voulons rompre avec le présidentialisme, en finir avec le cumul des mandats en nombre et en durée, favoriser la délibération et l'exercice collectif des responsabilités, promouvoir la proportionnelle comme mode de scrutin à toutes les élections locales et nationales, trouver les voies d'une parité effective, ouvrir un droit d'initiative législative populaire et un droit de saisine des institutions. Nous proposons également, pour faire vivre la démocratie et lutter contre la professionnalisation de la politique, la création d'un statut de l'élu-e. Au sein de cette République, nous voulons une vraie démocratie locale, dont les communes doivent être le cœur battant. Elles devront y développer l'esprit coopératif à chaque fois que nécessaire en faisant respecter l'esprit décentralisateur et la souveraineté populaire. Nous sommes pour une citoyenneté de résidence et nous défendons le droit de vote des étrangers vivant dans notre pays. Pour prendre le pouvoir, il faut comprendre le monde. Notre exigence de démocratie rend nécessaire l'accès de toutes et tous aux savoirs. Nous proposons une véritable démocratie économique et sociale, qui instaurera l'exercice de nouveaux pouvoirs pour les salarié-e-s dans

les entreprises et transformera les structures juridiques qui fondent aujourd'hui la propriété du capital et son pouvoir absolu, en s'appuyant sur des formes diverses de propriété publique et sociale. La citoyenneté ne doit pas s'arrêter à la porte des lieux de travail. Sans attendre, nous voulons que les salarié-e-s et leurs représentant-e-s disposent de droits et pouvoirs d'intervention sur les choix qui président à l'organisation du travail, aux investissements, aux stratégies des entreprises et à leur financement. Nous voulons permettre aux organisations syndicales de tenir la place essentielle qui leur revient dans la démocratie sociale. Il en est de même pour les élus locaux et les élus locales, de par leur rôle décisif dans l'aménagement du territoire. Nous proposons une administration démocratisée des services publics et leur expansion coopérative jusqu'à la gestion des biens communs de l'humanité. Nous voulons libérer des griffes du marché l'eau, l'énergie, et plus largement des secteurs essentiels à la vie de l'humanité, y compris la monnaie... Nous voulons ouvrir des droits garantis par des services publics dans les domaines du logement, de l'information, de la communication, des transports, de la santé, ou du crédit. Nous voulons développer la gratuité de ceux qui sont essentiels à la vie de chacune et chacun. - La fuite en avant libérale opérée par l'Union européenne n'a cessé de s'exacerber, au point de la plonger dans une crise existentielle qui appelle des transformations fondamentales. Ainsi, la finalité même de la construction européenne doit être redéfinie. L'Europe doit devenir un grand projet humain, capable de peser pour un monde de coopération. A l'opposé des forces nationalistes qui opposent entre eux des peuples qui souffrent du même mal, nous voulons refonder la construction européenne pour bâtir une Europe des peuples, dont le but sera le progrès humain, social et écologique, et non plus la concurrence acharnée et la grande compétition des humains. Aussi, sa première ambition devra être de s'émanciper des marchés financiers. Par la coopération, elle devra permettre de mobiliser démocratiquement tous les atouts disponibles au service de la promotion des capacités humaines et d'assurer la gestion solidaire des biens communs. Parmi les changements majeurs, il est urgent de mettre fin à l'indépendance de la Banque centrale européenne, qui doit être placée sous contrôle démocratique et citoyen. Elle devra être enfin autorisée à battre monnaie pour financer les dépenses publiques et les investissements s'inscrivant dans les nouvelles priorités, aux conditions les plus favorables et dans une logique de long terme et contribuer à un essor concerté des services publics. Elle devra également favoriser la réduction des inégalités de développement entre pays membres. Parallèlement, un audit citoyen de la dette devra permettre aux États de se libérer des charges illégitimes que les financiers veulent leur extorquer.

Nous voulons repenser la démocratie européenne. La gestion commune des biens, intérêts et projets communs doit résulter de choix souverains, faits en pleine connaissance de cause après information et consultation des citoyennes et des citoyens. Il faut donc créer les conditions - politiques, institutionnelles, culturelles - favorisant leur implication dans l'élaboration des politiques européennes, le contrôle de leur mise en œuvre et l'évaluation de leurs effets. L'Europe refondée ne saurait altérer la souveraineté populaire ou nier les nations qui la composent, mais doit s'imposer le devoir de pousser les feux de la démocratie représentative, participative et citoyenne.

Enfin, ses principes doivent respecter ceux de la Charte des Nations unies. Elle devra se montrer exemplaire dans l'engagement solidaire et responsable face aux enjeux vitaux de notre temps : environnement, paix, développement... Il lui faudra ainsi rechercher tous azimuts des partenaires pour coopérer à la transformation du monde.

- Nous voulons un monde de paix, de partage et de solidarités. La paix ne saurait être garantie que par la justice, le respect du droit et de la souveraineté des peuples. C'est ce qui fonde notre soutien à la lutte légitime des peuples de Palestine, du Kurdistan, du Sahara occidental en particulier. Nous nous opposons à l'impérialisme et à ses guerres. Partout, les relations entre les peuples doivent se bâtir sur les coopérations et la sécurité, dans la quête d'un nouvel ordre mondial. Face aux nouveaux enjeux de la sécurité internationale, comme face à la gravité de la situation, en particulier au Moyen-Orient, il est urgent de mettre à l'ordre du jour, avec l'exigence du règlement politique des conflits, le désarmement multilatéral, en matière nucléaire et bien au-delà.

C'est sur cette base, de solidarité et de responsabilité collective, que nous proposons de refonder les institutions internationales, d'agir pour sortir de l'OTAN et la dissoudre. Nous sommes également convaincus qu'il faut en finir avec les orientations des institutions financières internationales telles le FMI et la Banque mondiale, qui conditionnent toute forme d'aide à nombre de pays du Sud, et même aujourd'hui d'Europe, aux politiques néo-libérales d'austérité et de régression sociale. Une véritable révolution monétaire doit voir le jour pour mettre fin à la domination du dollar, pour mettre en œuvre progressivement une monnaie commune mondiale visant à répondre aux besoins de coopération et de codéveloppement en mobilisant les moyens existants et nécessaires et en favorisant le développement des services publics. C'est l'ensemble des organisations internationales, y compris l'ONU, qui doivent être transformées et démocratisées afin de pouvoir répondre aux exigences du multilatéralisme, de la coopération et du développement humain durable. Il y a urgence à mettre en discussion un manifeste pour un développement humain durable à l'échelle mondiale, afin d'engager une discussion sur la satisfaction des besoins essentiels de tous les

êtres humains et sur la gestion des ressources communes de l'humanité.

## **Produire, consommer et partager autrement les richesses**

Le capitalisme abîme les liens des êtres humains avec la nature et des êtres humains entre eux. Avec lui, tout est devenu marchandise, tout est devenu source potentielle de profit pour quelques-uns. Nous voulons faire grandir la conscience que l'humanité a d'elle-même et lui permettre d'organiser la façon dont elle subvient à ses besoins et crée les moyens de son épanouissement. - La question du travail et des rapports d'exploitation est centrale. Les vagues de suicides qui ont frappé de grandes entreprises ont dramatiquement mis le projecteur sur l'augmentation de la souffrance au travail, due à la pression permanente et à la perte de sens. La course insensée à la compétitivité ne saurait qu'aggraver cette situation. Le travail doit être garanti comme le droit de chacune et chacun à se réaliser, à participer à l'effort commun au service de la collectivité en fonction de ses moyens, en contrepartie d'un revenu lui permettant de se nourrir, se vêtir, se loger, se cultiver, se détendre, voyager...

Pris dans toute sa dimension, le travail doit être un lieu de créativité, d'épanouissement et de vie sociale. Il faut donc le réorganiser et le repenser en mettant au placard les techniques de management inhumaines et le recours à la précarité. La place des femmes à tous les niveaux de responsabilité dans l'entreprise, le refus du temps partiel imposé et la rémunération de leur travail à égalité avec les hommes doivent être des normes respectées.

Les potentialités actuelles doivent permettre de réduire le temps de travail dans une vie, mais aussi de construire un système de sécurisation de l'emploi et de la formation pour éradiquer le chômage, démarchandiser le travail, et répondre aux besoins de formation, pour la société dans son ensemble et pour chacun de ses membres.

Les attaques violentes contre le droit à la retraite, à la santé, à l'assurance chômage, aux prestations sociales ont rencontré de grandes résistances. Nous réaffirmons notre choix fondamental en faveur d'une protection sociale solidaire de haut niveau.

Pour répondre aux aspirations de la société, nous voulons sortir de la défensive en portant, à partir des luttes sur l'hôpital, l'école ou encore la recherche, une expansion des services publics à l'échelle européenne. Leur développement est à la fois une nécessité économique de relance et une question de justice.

- Nous ne céderons pas au MEDEF qui entend passer commande de la main-d'œuvre dont il a besoin en enfermant les étudiant-e-s dans l'acquisition de compétences restreintes et en en dédouanant les entreprises de leur propre rôle de formation. L'éducation et la formation doivent permettre l'élévation générale du niveau des connaissances et des capacités dont la société a besoin, et fournir aux êtres humains de quoi se construire comme individus libres et responsa-

bles. Ces périodes doivent être reconnues comme partie intégrante du travail que chacune et chacun fournit dans une vie au service de la collectivité. Il convient également de libérer le développement de la recherche, avec une forte impulsion publique et dans un esprit de mise en commun des découvertes pour faire avancer l'humanité et lui permettre de résoudre sans attendre les grands problèmes qui lui sont posés. Une nouvelle culture de partage et d'intercréativité de tous les êtres humains, en germe dans la révolution numérique et informationnelle devra être promue.

- La crise a accéléré la destruction de sites de production entiers et l'abandon de savoir-faire industriels laissant des centaines de milliers d'ouvrières et d'ouvriers sur le carreau. C'est insupportable ! Nous voulons continuer à produire, dans le respect de l'environnement. Nous n'acceptons pas ce gâchis humain, social, écologique et économique que veulent imposer les grandes multinationales dans leur course à la concurrence. Vivre et travailler au pays, le slogan n'est pas d'aujourd'hui. Nous voulons mettre en œuvre d'autres modèles de gestion que ceux du capitalisme financiarisé. Nous voulons gagner une politique industrielle et de services, reposant sur des pouvoirs d'intervention des salarié-e-s, un nouveau crédit sélectif et des filières stratégiques cohérentes. Nous voulons organiser la coopération entre les sites de production comme le proposent souvent les organisations syndicales, et favoriser les circuits courts qui économisent la planète. Nous voulons instaurer un droit de préemption pour les salarié-e-s sur leur outil de travail, développer l'économie sociale et solidaire. Des nationalisations doivent être opérées dans plusieurs secteurs stratégiques et pour reconquérir la gestion de biens communs. Nous voulons, sous de multiples formes, engager un grand mouvement d'appropriation sociale.

- La planification écologique doit devenir l'outil du débat démocratique, afin de maîtriser les enjeux de production, d'éviter les gaspillages de ressources, les atteintes à la biodiversité et d'organiser la véritable réponse aux besoins. Ainsi, dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques mondiaux, il faudra juguler le réchauffement climatique à l'échelle de la planète par une réduction progressivement massive du recours aux énergies carbonées qui sont responsables des émissions de gaz à effet de serre. De ce fait, la transition énergétique française, pour rendre effectif le droit à une énergie pour tous, devra passer par un important effort de sobriété et d'économie d'énergie dans l'habitat et les transports, ainsi que par un mix énergétique entièrement public, portant des exigences accrues de sûreté sur le nucléaire et de plus en plus marqué par les énergies renouvelables. La recherche devra être déployée dans tous ces domaines. Il est grand temps de sortir du cycle infernal productivisme-consumérisme, qui n'a d'autre finalité que les profits de quelques-uns. Il faut donner un tout autre contenu à la croissance, imposer des exigences

qui ne peuvent être que celles d'un développement humain durable. Il faudra traquer, par exemple, l'un des choix stratégiques les plus symboliques de l'absurdité du système : l'obsolescence programmée, qui voit des entreprises produire des biens à durée de vie volontairement déterminée pour fidéliser, en quelque sorte, leur clientèle... L'eau devra être reconnue comme un bien commun de l'humanité, garantie comme un droit pour les populations et partagée jusque dans la gestion publique et coopérative des ressources. Il faut également anticiper les moyens de relever le défi alimentaire, en quantité comme en qualité, en refusant la mainmise des multinationales sur la production agricole avec ses organismes génétiquement modifiés et son modèle autant intensif qu'extensif qui constitue la négation de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture paysanne comme de la pêche artisanale. En refusant également de laisser la grande distribution venir spéculer, ponctionner et orienter à sa guise, privant les producteurs d'une juste rémunération. Il faut changer de logique en imposant les exigences d'un développement humain durable. Notre croissance est celle du développement social et écologique, pas celle de l'accumulation du capital.

- Le but du travail ne saurait être de produire toujours plus d'objets de consommation rentables et jetables, mais de permettre à l'humanité de vivre bien. Les inégalités de revenus exorbitantes sont une insulte à la dignité humaine, elles méritent qu'on s'y attaque en définissant des revenus minimum et maximum. Nous voulons repenser l'impôt, taxer l'argent du capital, augmenter sa puissance redistributive et sa capacité à orienter les grands choix des entreprises. Les richesses produites, aujourd'hui usurpées et gaspillées, devront échapper à la mainmise de la finance et des spéculateurs. Nous voulons réorienter fondamentalement l'argent des profits, l'argent des banques et l'argent public vers les salaires, la garantie de droits sociaux, l'investissement productif écologique, la recherche, l'expansion des services publics. Les nouveaux pouvoirs des salarié-e-s devront les placer au service des objectifs sociaux qui expriment notre ambition : l'humain d'abord ! Dans cet esprit, la réorientation du crédit bancaire est une priorité stratégique pour mettre en cause le pouvoir des marchés financiers. Déjà, des luttes sociales et politiques se mènent pour traduire cette exigence dans des dispositifs institutionnels concrets comme la constitution d'un pôle financier public et le déploiement de fonds régionaux pour l'emploi et la formation.

## **Le choix résolu de la dignité humaine**

Chaque vie humaine est essentielle à l'humanité. Pour nous, le libre développement de chacune et chacun est la condition du libre développement de toutes et tous. Naître, c'est accéder à la liberté, à l'égalité et à la fraternité. Ces valeurs toujours révolutionnaires ne peuvent vivre que si elles avancent du même pas. Il faut, pour les garantir, que la souveraineté populaire s'exerce pleine-

ment, dans un esprit de laïcité. Nul ne peut imposer aux autres ses convictions, qu'elles soient religieuses, politiques ou philosophiques. De même, nul ne peut être discriminé en raison de ses origines, de son sexe, de son handicap, de tout prétexte que l'on pourrait utiliser pour abaisser celui qui est différent de soi, ou celle que l'on ne comprend pas. L'égalité entre femmes et hommes doit maintenant devenir une réalité et les violences faites aux femmes être éradiquées. Réformer le mariage, comme l'adoption, en faisant un droit pour toutes et pour tous, serait un passage une belle manière de reléguer dans le passé l'esprit de domination dans lequel il a été bien souvent utilisé dans l'histoire de nos sociétés.

- L'exercice concret de la démocratie, dans un quartier populaire, dans une commune, est un geste essentiel au service de la rencontre. La République doit mettre en dialogue toutes les représentations du monde, dans la mesure où elles ne contestent pas son principe. Ainsi, nous refusons la conception qui ferait de la laïcité un principe de stigmatisation et d'exclusion. Nous refusons aussi cette conception qui ferait de l'espace public un lieu aseptisé, où l'on s'efforceraient de n'être que semblable aux autres, les convictions des individus étant refoulées dans une « sphère privée ». C'est là qu'elle doit tisser la toile des valeurs communes qu'il faut sans cesse continuer. Nous voulons porter une vision restaurée de la laïcité, qui garantisse la liberté de conscience et l'égalité de droits et l'indépendance de l'Etat à l'égard de toute religion et de toute autorité, hormis la souveraineté populaire. Aussi, nous nous opposons à tous les intégrismes qui instrumentalisent les religions à des fins politiques, en portant atteinte aux libertés et à la dignité des femmes.

- Nous voulons développer l'accès à la culture, à l'information et aux connaissances, mais aussi leur appropriation sociale, en élargissant ce que les êtres humains ont en commun ou peuvent partager et qui construit leur humanité. Il s'agit de dépasser les querelles identitaires dépourvues de sens et de permettre à chacune et chacun d'être maître de son destin individuel en participant au destin collectif. Nous imaginons une information subtilisée aux mains des financiers et démocratisée. Nous voulons en finir avec une éducation mise au service de la rentabilité et des intérêts du capitalisme. Construire une culture commune exige un grand service public de l'éducation pour toutes et pour tous. Nous voulons sortir de la marchandisation des œuvres de l'esprit, de l'avilissement de la culture, réduite au rang de passe-temps chargé de produire du temps de cerveau disponible. La culture peut donner dans la gravité ou dans la légèreté, mobiliser l'intelligence ou les émotions, prétendre à de grands bouleversements ou n'avoir aucune prétention, mais elle ne saurait être le résultat d'une production industrielle passée au tamis du marketing pour abaisser le peuple et le rendre docile. L'art, la culture, l'imaginaire sont des vecteurs essentiels des créations humaines,

des moteurs de transformation sociale, des révélateurs de citoyenneté et d'humanité. Vecteur d'accomplissement de soi et de relations humaines, le sport doit être libéré de la domination de l'argent: la libre association et le bénévolat sont des facteurs essentiels pour y porter l'exigence de partage et de démocratie.

- La République ne se fige pas dans une image d'Épinal surannée en brandissant le drapeau français. Ce que porte le drapeau français, ce sont les valeurs généreuses de la Révolution, celle de *Ma France* de Jean Ferrat et nulle haine recuite. Nous ne nous sentons pas menacés par l'immigration. Elle est un drame pour celles et ceux qui en viennent

à quitter leur pays pour fuir la misère, dont bien souvent le pillage colonial est l'origine. Nous voulons résorber les inégalités planétaires. Mais il faut également lutter contre les marchands d'illusions, les passeurs et trafiquants qui rançonnent les migrants. Pour celles et ceux qui n'ont d'autre choix que de partir, le départ est une déchirure. L'arrivée ne doit pas en être une seconde. Nous voulons accueillir celles et ceux qui sont là, qui travaillent, leur donner des papiers et les mêmes droits. Notre patrie, c'est celle des droits de l'homme et de la femme.

- Nous combattons la misère qui détruit les vies humaines, et nous entendons faire admettre le droit

essentiel de tout être humain à vivre pleinement et le droit d'être secouru par la solidarité nationale en cas de difficulté. Contre les politiques de seuil qui concentrent de faibles deniers publics sur la population la plus paupérisée, nous voulons retrouver le chemin d'une vraie protection sociale. Nous voulons permettre au travail social de renouer profondément avec sa raison d'être. Nous défendons un véritable droit au logement, soutenu par des politiques publiques volontaires.

- La dignité humaine est un droit qui doit être garanti jusqu'au bout de la vie. C'est pourquoi nous voulons refonder la protection sociale mise à mal par les directives euro-

peennes, les réformes régressives et les attaques des assurances privées. La protection sociale doit prendre en charge toutes les situations de handicap. Elle doit également prendre en charge la perte d'autonomie. Nous défendons l'obligation de combattre la douleur, cela demande de véritables moyens. Le développement des soins palliatifs est une exigence d'humanité, qui n'est pas compatible avec l'acharnement thérapeutique en fin de vie. Nous combattons enfin la marchandisation des corps sous toutes ses formes.

- Le respect de la dignité humaine s'impose même pour ceux qui enfreignent les lois. Opposants résolus à la peine de mort et à toute lo-

gique de vengeance, nous voulons sortir du tout carcéral, nous voulons des peines qui protègent mais aussi des peines qui permettent la réinsertion. Nous refusons de voir des hommes et des femmes enfermés dans leurs crimes ou leurs délits sans jamais pouvoir retrouver leur place dans la société. Nous savons que cela demande de la part de la société un accompagnement exigeant, mais nous savons aussi que cette attitude peut transformer des individus.

## II- La révolution citoyenne pour gagner le changement

### 1- Prenez le pouvoir

La politique est notre chemin. Nous la savons décriée et discréditée, parce que l'on s'est tellement appliqué à la rendre impuissante. Pour nous, elle est un outil d'émancipation; pour les puissants, elle est l'art de domestiquer le peuple. La démocratie est notre but; elle est aussi notre chemin.

En convainquant les hommes et les femmes que leur voix et leurs actes comptent, nous voulons donner à chacun et chacune un vrai pouvoir sur sa vie, leur donner confiance en nos ressources communes pour faire face aux grands enjeux. Nous voulons redonner sens à la souveraineté populaire bafouée à grande échelle comme ce fut le cas à la suite du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen. Nous voulons permettre aux femmes et aux hommes d'investir à tout moment tous les lieux possibles et imaginables, dans un vaste mouvement d'appropriation citoyenne capable de formuler et de rendre incontournables les aspirations populaires.

Chaque attaque menée contre l'intérêt général doit nous amener à faire avancer la bataille des idées, à mettre en mouvement le plus grand nombre, à faire grandir la force de l'intervention citoyenne.

Si le pouvoir a en partie été transféré en dehors de la sphère républicaine par les démissions et les abandons successifs, les institutions continuent d'être mises sous pression pour répondre aux exigences de compétition des marchés financiers et de leurs fameuses agences de notation. Pour qu'elles regagnent une véritable capacité d'intervention au service de l'intérêt général, cela passera par une légitimité populaire retrouvée dans la pratique comme dans les objectifs. C'est pourquoi la participation et la mise en mouvement citoyennes sont au cœur de l'action farouche des élu-e-s communistes dans toutes les institutions où ils sont présents. Cet état d'esprit est le nôtre du local au mondial.

Au-delà, nous voulons démocratiser tous les espaces de la société. Dans les entreprises, privées et publiques, qui fonctionnent sur un modèle monarchique, l'action des organisations syndicales participe de cette dynamique que nous souhaitons. Les salarié-e-s doivent ga-

gner du pouvoir sur l'organisation du travail comme sur les grandes orientations de l'entreprise et son financement. Tout comme dans les lieux d'éducation et de formation, où il y a également un pouvoir d'intervention à gagner sur l'organisation de la vie sociale, sur les apprentissages et leur but.

### 2- Une stratégie à dimension internationaliste

Nous voulons agir dans le même temps aux plans local, national, européen et international pour gagner des changements à tous les niveaux qui se nourriront mutuellement. Pour cela, nous devons travailler à faire converger les mobilisations et à leur permettre d'apparaître dans toute leur dimension. C'est d'autant plus nécessaire que lorsque les femmes et les hommes se rendent compte que les combats d'ici rejoignent ceux qui se mènent ailleurs, l'espoir grandit.

Cette conscience est en train de s'affirmer parmi les communistes et progressistes du monde entier. La situation actuelle appelle donc la constitution d'un réseau international progressiste très ouvert pour agir sur des objectifs immédiats, mais aussi pour faire grandir la contestation de l'impérialisme et l'alternative au capitalisme. C'est l'esprit dans lequel nous sommes également partie prenante des Forums sociaux mondiaux et de tous les espaces de coopération politique comme celui noué entre le Parti de la gauche européenne et le forum de Sao Paulo. Nous contribuons aussi à initier et à développer de tels espaces avec les forces africaines, avec celles de la Méditerranée ou d'Asie.

### Faire sauter le verrou de l'Europe austéritaire

Il est désormais de plus en plus acquis dans notre quotidien que les questions européennes sont des questions de politique intérieure. Loin des peuples qu'ils gouvernent, les chefs d'États du continent peaufinent ensemble patiemment à Bruxelles des politiques standardisées. Pour beaucoup, le fonctionnement même de l'Union européenne semble rendre impossibles les changements progressistes et constitue un élément important de leur sentiment d'impuissance. Nous voulons faire sauter le verrou de l'Europe libérale.

Pour cela, nous décidons de donner une place majeure dans nos analyses et dans notre action à cette dimension européenne par laquelle passent aujourd'hui de nombreux choix dont les citoyennes et citoyens sont dessaisis.

Là où des forces actent l'impuissance à changer l'Europe, prônant une dissolution de la zone euro qui renverrait d'une autre manière chaque peuple à la même guerre économique, nous pensons indispensable de lutter contre les divisions et les nationalistes, et de construire des rapports de force solidaires entre peuples à l'échelle de l'Europe pour émanciper le continent de l'emprise des marchés. Il est nécessaire d'approfondir une stratégie politique européenne. Nous voulons augmenter encore la dynamique du Parti de la gauche européenne et favoriser avec lui tous les espaces de coopération où pourront se rassembler les forces politiques, sociales et citoyennes qui remettent en cause les orientations européennes actuelles, et sont disponibles pour travailler à des alternatives à l'échelle européenne. En juin 2014, les élections du prochain Parlement européen seront un moment clef pour faire le bilan de la politique austéritaire européenne et faire grandir le rapport de force en faveur d'un changement profond. Nous devons y porter l'ambition de refonder l'Union européenne. Nous devons mener une campagne de dimension européenne cherchant à faire converger le maximum de forces de gauche des différents pays, avec l'objectif de renforcer dans le Parlement européen le groupe GUE-NGL le plus fort possible. En France, pour atteindre cet objectif, nous devons constituer les listes d'un Front de gauche européen élargi pour rassembler toutes les forces transformatrices. Dans cette optique, nous proposons au PGE d'organiser des forums progressistes pour la refondation de l'Europe.

### 3- La gauche au pouvoir en France, pour quoi faire ?

**La victoire contre Nicolas Sarkozy**  
Pendant une décennie, après cinq années d'un gouvernement de gauche plurielle auquel nous avions choisi de participer, la droite a exercé le pouvoir en France sous la domination de plus en plus marquée

de Nicolas Sarkozy. Si nous avions su être utiles, notre présence et notre action n'avaient pourtant pas permis de répondre suffisamment aux besoins et aux attentes. La droite et l'extrême droite en embuscade en avaient profité pour administrer à la gauche sa plus douloureuse défaite. La droite y a puisé la force d'engager une politique de régression radicale, cherchant à en finir avec les acquis des grands mouvements populaires, à commencer par ceux de la Libération. Pour garder le pouvoir, sous l'impulsion d'un Nicolas Sarkozy avide de provoquer de graves mutations idéologiques, elle s'est engagée dans une course-poursuite nauséabonde et dangereuse avec les forces d'extrême droite.

Sa politique du traumatisme permanent a pu provoquer en même temps que de vives résistances, un profond découragement dans la société.

Mais cela n'a pas suffi à éradiquer l'espoir en un monde meilleur. Ainsi, les échéances de 2012 ont vu notre peuple chasser, in extremis, le « Président des riches ». Dans cette victoire, avec le Front de gauche, nous avons joué un rôle majeur en dévoilant les enjeux, en faisant grandir l'espoir et en donnant du contenu au changement.

**L'irruption du Front de gauche**  
Dans la dynamique du Front de gauche, notre parti a opéré un retour remarqué sur la scène politique, et une transformation de sa propre représentation dans l'opinion publique. Toute une partie du peuple de gauche s'est peu à peu reconnue dans notre démarche commune et l'a investie de son espoir. Ainsi, progressivement, au fil des élections, nous avons réussi ensemble à faire grandir cette dynamique, jusqu'à bousculer les plans préétablis de l'élection présidentielle, avec notre candidat, Jean-Luc Mélenchon, en réalisant une large unité de forces antilibérales et anticapitalistes jusqu'ici très divisées. Cependant, le présidentialisme et la bipolarisation des institutions ont continué de s'approfondir. Si nous avons pu affronter cette réalité avec un réel succès lors de l'élection présidentielle, nous ne sommes pas parvenus à confirmer cet élan aux élections législatives, dont notre parti

avait pourtant fait un enjeu majeur. A la suite de l'élection de François Hollande, nous n'avons manifestement pas su convaincre de notre utilité au sein d'une majorité qui ne serait pas dirigée par nous. Malgré les progressions de nos candidat-e-s, nous n'avons pas réussi à capter l'envie de changement qui s'est cristallisée plus fort encore dans un soutien massif aux candidat-e-s du Président de la République élu, nous faisant perdre des député-e-s. Aussi, le Parti socialiste et les Verts croient pouvoir se passer du Front de gauche pour gouverner comme ils l'entendent. Nous ne pouvons d'autant moins nous en satisfaire que nous avons su donner force ensemble à l'alternative. Cette réalité montre le chemin qui reste à parcourir pour démonter le sentiment d'impuissance et convaincre qu'il existe une voie pour rendre possible ce qui, à beaucoup, semble souhaitable.

### Et maintenant, le changement ?

Plus que « le changement c'est maintenant », François Hollande a promis un changement de Président. Cependant, les deux musiques, celle du changement, un peu floue, et celle de la rigueur se sont superposées. D'une certaine façon, par cette volonté d'assurer « un mieux », même petit, ce résultat porte la marque du sentiment d'impuissance qui a élu domicile dans les esprits. Mais derrière cette victoire se cache également un espoir réel pour toute une partie de la population. Nous ne voulons pas qu'il soit déçu, mais qu'il continue de s'exprimer aujourd'hui et demain. Or depuis sa prise de fonctions, le gouvernement roule à contresens. Tout se passe comme si l'actuelle majorité s'appliquait à gérer les suites du quinquennat précédent. Il est d'abord demeuré sans réponses satisfaisantes aux urgences, sans gestes forts annonçant une réparation des blessures de la droite et sans ambition de transformation. S'il y eut quelques mesures positives, comme la suppression du bouclier fiscal et l'annonce d'une loi autorisant le mariage et l'adoption par les couples de même sexe, les actrices et les acteurs du grand mouvement pour le droit à la retraite qui a préparé la défaite de la droite en sont pour leurs frais. En réalité, obnubilé par les exigences des marchés financiers, parmi lesquelles la réduction de la dette - et en fait celle des dépenses publiques -, le gouverne-

ment est bien en peine d'apporter de véritables réponses aux besoins. Si les engagements pris étaient frappés au sceau de véritables contradictions, ceux qui commentent à être reniés sont justement ceux qui nous paraissent aller dans le bon sens. Ainsi, la décision de ratifier en l'état le traité européen écrit à quatre mains par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, alors qu'il n'a pas été renégocié, manifeste le choix de promouvoir les orientations austéritaires de l'Union européenne. C'est un acte grave, qui sera définitivement enfiché d'irrégularité démocratique. Avec son refus de contester le pouvoir de la finance, le gouvernement n'est pas en capacité de combattre la crise. Il l'aggrave même avec son plan d'économies budgétaires sans précédent. Au fond, la question est posée : où est passé le changement ? Cette situation est symptomatique : il n'y a plus de marges hors l'impulsion de vraies ruptures avec les logiques du système. C'est pourquoi rien n'est immuable. De plus en plus, le gouvernement devra faire face à d'importantes contradictions auxquelles il doit trouver des solutions. Le débat est en train de prendre de l'ampleur, y compris au sein de la majorité gouvernementale. Nous ne restons pas en dehors et nous faisons tout pour que notre peuple s'y invite, dans un large front contre l'austérité.

#### 4- Sans attendre, gagner le changement

##### Faire reculer la droite et l'extrême droite

Déjà, l'extrême droite est aux aguets pour exploiter chaque déception populaire et pour prospérer sur la peur du déclassement. Partout en Europe, on mesure avec effroi les percées qu'opèrent les mouvements qui s'en revendiquent. Dans des sociétés dévastées par la crise, l'extrême droite s'applique à pratiquer exacerbation identitaire dont la droite a aidé à créer les conditions. Se présentant abusivement comme des forces anti-système, elles développent un discours d'incitation à la haine, jouant sur la peur des individus pour les fragiliser et les conduire à abdiquer de leur humanité et leur liberté. La droite, sonnée par la défaite, est elle aussi déjà sur le chemin du retour. En son sein, ils sont nombreux à imaginer que sur la base des thèses nauséabondes de l'extrême droite pourra se dessiner une nouvelle alliance à même de changer radicalement les rapports de force politiques.

C'est pourquoi nous devons continuer de mener un combat offensif face à ces idées, qui ne peut se contenter d'une diabolisation. Son projet représente pour nous le plus grand des dangers, et nous ne devons avoir de cesse que de nous expliquer sur les raisons qui fondent notre rejet catégorique de l'extrême droite.

Pour nous, il s'agit bien d'un combat de classe, qui a pour ambition de faire reculer la division et de renouer les liens de la solidarité. Pour cela, nous devons trouver les moyens de toujours mieux donner à comprendre le monde et la politique ; nous devons rendre crédible

la perspective de changements concrets. Nous refusons de nous laisser enfermer dans un jeu en miroir avec le Front national, dont certains servent pour nous marginaliser. Nous combattons les forces de la finance, qui ont diverses manières de se faire représenter en politique, dont celle-là, qui est la plus terrible.

##### Mener la bataille des idées et de la culture

Nous voulons renverser la domination idéologique et culturelle que l'on nous impose. Une domination marquée par un grand mépris du peuple dont il s'agit de faire un troupeau d'animaux dociles, uniformes et rongés par le désir d'acheter.

Dans cet esprit, nous voulons nous attaquer à l'emprise des forces d'argent sur les médias et l'information. Le formatage et la marchandisation de celle-ci, la fabrication et le matraquage d'un imaginaire conforme aux besoins du capital constituent des moyens essentiels de sa domination, et de véritables obstacles à l'expression des aspirations qui travaillent la société. Libérer les médias est une exigence majeure. Dans chacun des espaces possibles, notamment dans l'audiovisuel public, nous voulons livrer notre regard sur l'actualité et la manière dont elle est présentée. *L'Humanité* comme l'ensemble des organes de presse dont nous animons le développement sont des outils essentiels dans cette bataille. Nous devons également produire un nouvel effort pour investir les nouveaux moyens de communication et d'information, jusque dans leur dimension participative, avec le souci d'approfondir la réflexion et d'affronter les contradictions. Le moindre sujet est désormais prétexte à développer des visions du monde simplistes et bâties sur la réaction de l'instant. Nous devons nous en saisir pour pousser la réflexion et ouvrir d'autres perspectives. Nous devons également combattre la dictature des experts du système, dont les savants développements estampillés du sceau de l'objectivité sont destinés à clore les débats et les cheminement de pensée.

Enfin, nous voulons donner toute sa place au développement de la création et permettre une réelle appropriation des œuvres de l'esprit en donnant un nouvel élan à l'éducation populaire. Notre expression doit y puiser les moyens de parler au cœur des femmes et des hommes, de les toucher dans ce qui fait leur vie et leur être.

Ce n'est pas en professant quelque morale que l'on luttera contre celles et ceux qui veulent étiqaeter les êtres humains mais en ouvrant les pistes dont on voudrait leur interdire l'accès.

##### Faire grandir les fronts du changement

À chaque fois que nous le pouvons, nous voulons œuvrer à rassembler toutes les forces disponibles afin d'ouvrir des brèches au changement. Sur chaque sujet, il s'agit de constituer le front le plus large pour gagner, comme nous avons voulu le faire face au traité européen. Le développement en cette rentrée

d'un mouvement syndical et social à haut niveau revendicatif, avec l'existence de convergences nouvelles pour faire reculer les politiques d'austérité, le travail poursuivi par le mouvement associatif et culturel, doivent nous amener à approfondir encore cette rencontre avec eux et ce lien, dans le respect et l'indépendance de chacun. Nous voulons être utiles, tout de suite, à gagner des avancées immédiates. C'est à partir des luttes qui se développent, des propositions qui grandissent et des aspirations populaires que nous pourrions dépasser les mécontentements et les déceptions pour faire mouvement. C'est une dimension essentielle de notre combat, à travers laquelle des hommes et des femmes pourront faire l'expérience du poids de leur engagement et de leur capacité à transformer les choses. Depuis le quartier jusqu'aux questions internationales, nous voulons continuer à nous rassembler avec d'autres pour faire de l'espace aux aspirations et à créer les rapports de force qui peuvent les imposer.

#### Fenêtre 3

##### La gauche et le changement en question

*Des forces de gauche, le Parti socialiste avec Europe Ecologie - Les Verts, sont au pouvoir en France, et le changement n'est pas à l'ordre du jour. On nous pose la question : opposition ou majorité ? Alors que le clivage droite-gauche continue de structurer l'électorat, comment nous y situons-nous ? Quel sens recouvre aujourd'hui l'idée de gauche ? Comment se positionner face à l'impasse social-libérale en France et en Europe ? Comment redonner force à la gauche ? Comment faire grandir la révolution citoyenne ? Nous devons mieux caractériser notre démarche offensive.*

##### Engager une nouvelle étape du Front de gauche

Le Front de gauche porte un immense espoir. Son irruption est un phénomène politique majeur. Il est la manifestation politique et électorale à laquelle nous sommes parvenus, avec nos partenaires, en appliquant de cette stratégie de fronts de rassemblement. Pour nous, il s'agit d'une dynamique durable qui n'est pas achevée. Depuis que nous l'avons initié, le Front de gauche a grandi, il s'est installé comme une forme politique nouvelle dans laquelle chaque organisation, chacune et chacun a sa place et se trouve respecté. C'est là que réside sa force.

Avec toutes les forces disponibles, nous voulons écrire la saison 2. Nous voulons donner un nouveau souffle à la dynamique citoyenne qu'il suscite, en permettant à un très grand nombre de femmes et d'hommes de toujours mieux s'y retrouver, notamment par le développement des assemblées citoyennes, qui prennent parfois la forme d'ateliers législatifs. Notre conviction est que ces espaces doivent fortement se développer au plus près

des territoires dans les formes adaptées que décident celles et ceux qui y participent. Les fronts de lutte et les fronts thématiques sont des réseaux d'action dont nous pensons qu'il faut pousser plus loin encore l'expérimentation.

Nous voulons élargir fortement le spectre des femmes et des hommes qui se reconnaissent dans le Front de gauche, notamment parmi celles et ceux qui ont contribué à l'avènement de la nouvelle majorité gouvernementale et veulent agir pour le changement. Au-delà des campagnes électorales, nous voulons continuer à cheminer avec un nombre toujours plus important de femmes et d'hommes, inventant les conditions d'un travail en commun. C'est pourquoi nous proposons qu'une « coopérative » initiée par le Front de gauche puisse être le lieu où les apports et les expériences d'actrices et d'acteurs du mouvement social, associatif, intellectuel et culturel pourraient se croiser, chercher ensemble à produire du sens, et alimenter la recherche d'une nouvelle perspective politique.

Ensemble, nous sommes porteurs d'une grande ambition. En poursuivant sur le chemin où nous sommes engagés, nous voulons en faire le lieu où la politique devient, de façon de plus en plus irrésistible, l'affaire de toutes et de tous, l'affaire du peuple, contribuant à l'émergence d'un nouveau Front populaire.

Du Front de gauche, nous portons l'ambition d'en faire un grand mouvement capable de bousculer le rapport de force à gauche jusqu'à rendre majoritaires les options de transformation sociale en son sein. Une réorientation politique est la seule hypothèse pour laquelle notre parti serait prêt à participer à l'exercice du pouvoir afin d'apporter son concours à la construction du changement. Nous refusons les orientations sociales-libérales actuelles du gouvernement, qui conduiraient inévitablement à l'échec si elles étaient poursuivies. Ce serait une catastrophe pour notre peuple, qui remettrait en selle la droite et ferait encore grandir l'extrême droite. Nous voulons donc tout faire pour rassembler la gauche, et gagner un changement de cap pour réussir. Rien ne nous empêchera d'être ensemble la force agissante de la gauche. Il va falloir faire avec nous, il va falloir faire avec le peuple !

Afin de donner force aux exigences populaires, nous proposons au Front de gauche d'initier ensemble la grande campagne « Et vous, quels changements de société voulez-vous ? » Elle pourrait par exemple connaître un moment fort à l'automne prochain avec des Assises du changement.

#### Fenêtre 4

##### L'avenir du Front de gauche en question

*Nous voulons renforcer le Front de gauche. Des débats le traversent sur sa façon de grandir. Nous n'avons pas toujours la même appréciation des résultats de la séquence électorale*

*passée, de notre stratégie, de notre vie commune, des propositions à porter, des conditions de l'élargissement de cette dynamique. C'est même une richesse pour donner de la force au mouvement. C'est pourquoi nous voulons engager un débat sans tabou, toutes et tous ensemble, sur l'ensemble des dimensions concernant l'avenir du Front de gauche.*

##### Préparer les prochaines échéances électorales

Nous allons affronter en 2014 deux échéances électorales majeures : avant les européennes viendront les municipales. Et plus tard, en 2015, les élections cantonales et régionales.

Face aux ambitions affichées de la droite et de l'extrême droite, pour chacune de ces échéances, nous voulons rassembler le plus largement possible sur des projets ambitieux qui placent chaque institution en position de répondre aux besoins.

Les communes sont un pilier essentiel de notre République. Une bataille est engagée pour refuser la casse de la démocratie locale : tout en poussant les feux de coopérations choisies, les communes doivent gagner en liberté d'action et en responsabilité. Elles sont de formidables espaces de citoyenneté, de services publics, de culture, de vivre ensemble.

Les communistes sont engagés dans l'action municipale, souvent au sein de majorités de gauche constituées sur des projets. Parties prenantes d'aventures humaines et de l'histoire locale, ils veulent continuer à être utiles au plus près des femmes et des hommes et continuer à leur rendre le pouvoir. C'est pourquoi nous décidons de lancer partout des appels à de larges rassemblements en commençant dès aujourd'hui à construire les contenus qui guideront notre action avec les habitantes et les habitants. C'est avec elles et avec eux que nous voulons créer les conditions de nouvelles conquêtes politiques. Partout, nous entendons ainsi renforcer et augmenter notre influence, en faisant la démonstration sur le terrain qu'une autre pratique et une autre ambition politique sont possibles. La présence d'élus-e-s communistes au sein des assemblées municipales est un point d'appui essentiel dans les batailles politiques de notre parti. Nous abordons ces élections dans un esprit de conquête, pour mettre en responsabilité plus d'élus-e-s communistes encore.

La force du Front de gauche sera un atout important, pour aller vers les rassemblements les plus larges possibles à gauche, avec la volonté de faire échec aux appétits de la droite et de l'extrême droite. Ces échéances pourront être l'occasion d'ouvrir des perspectives de sortie de l'austérité et de changement. En ce sens, nous envisageons de tenir un forum national de la démocratie locale, des services publics et des territoires.

## III- Un nouvel élan pour le Parti communiste français

Pour mener à bien ces combats, il y a besoin d'un parti communiste déchaîné. Fiers des grandes aventures auxquelles nous avons contribué ces dernières années avec le Front de gauche, nous abordons la période qui s'ouvre avec un appétit d'ogre. Avec les nouvelles énergies qui se rassemblent dans notre maison, nous n'avons pas peur de déclarer notre gourmandise. Non pas celle qui rend malade et qui exige l'excès, mais celle des corps et des esprits qui veulent manger à leur faim, celle du plaisir que l'on partage. C'est sous ce jour nouveau, loin des caricatures, puisant force dans les épreuves qui ont affecté notre combat, que nous nous dévoilons désormais aux yeux de notre peuple. Offensifs, rassembleurs, inventifs, populaires... voilà qui nous sommes. Le parti de l'humain d'abord.

### 1- Le nouveau parti pris communiste

Nous avons affronté le XX<sup>e</sup> siècle. Au nom du communisme se sont développés des grands espoirs et des combats essentiels mais se sont aussi en certains endroits construites des sociétés d'oppression qui ont échoué à produire l'émancipation humaine que nous portons. Menant ici notre combat et provoquant des avancées sociales et démocratiques majeures, nous avons cependant peiné à nous dégager de l'affrontement qui se jouait dans la guerre froide. Nous avons souffert de voir ainsi notre idéal s'abîmer, de voir les forces capitalistes avoir beau jeu de jeter sur lui le discrédit et de voir l'espoir en un monde meilleur tellement se rétrécir. Mais nous avons choisi de ne pas fermer les yeux et d'en tirer, parfois péniblement, toutes les leçons.

À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle naissant, nous nous sentons aujourd'hui plus libres et plus forts pour nous tourner vers l'avenir. Nous savons qu'il ne peut y avoir de communisme sans démocratie, sans que le cœur en soit la démocratie. Pour être émancipateur, un projet politique ne peut être qu'une œuvre collective à laquelle chacune et chacun peut participer.

Le Parti communiste change, sans se renier. Il change parce qu'il cherche encore et toujours les meilleures voies pour cette révolution citoyenne. Il change parce qu'il est le bien commun des hommes, des femmes et des jeunes qui le rejoignent de plus en plus nombreux avec leurs révoltes, leurs colères, leurs espoirs, leurs idées, leurs dé-

sirs... Il change parce qu'il n'a de cesse que d'être en dialogue avec celles et ceux qu'il rencontre. Il change parce que l'état du monde fait grandir l'urgence et le besoin de changement. Il change et il doit encore changer. Nous portons en nous l'exigence d'une démocratisation toujours plus poussée de notre pratique et de notre organisation. Elle doit continuer de s'expérimenter dans la vie et de se partager au sein de notre parti. Mais nous savons aussi que l'essentiel de nos transformations est lié à la construction de notre projet, à la façon dont nous saurons en faire un moteur qui nous entraînera où nous n'aurions peut-être pas imaginé aller.

### 2- Un parti d'émancipation, d'action et de rassemblement

Militer est une dimension de nos vies. Militer, c'est chercher la rencontre, c'est refuser l'injustice et l'arbitraire, c'est faire grandir la solidarité au travail, c'est nouer des liens de fraternité dans une cité. Militer, c'est avoir toujours le cœur à portée de main, à portée d'humain.

Nous voulons être un parti différent, qui porte une autre conception de la politique que celle qui consiste à vouloir se réaliser personnellement dans la quête d'un destin politique personnel : celle de faire participer réellement le plus grand nombre au combat commun. Nous voulons être toujours mieux un parti d'émancipation, où l'on trouve à grandir et à s'épanouir, où le sens de l'engagement de chacune et chacun se partage et s'enrichit de celui des autres. Par l'accès aux savoirs, à la culture, au débat démocratique, nous voulons en faire un outil pour que chacune et chacun puisse se construire comme femme ou comme homme, comme militante ou militant, comme citoyenne ou citoyen. Ainsi, le Parti communiste pourra devenir un intellectuel collectif, un collectif d'intelligences et d'expériences capable de mobiliser le monde du travail, du savoir, de la création, pour nourrir la reconquête idéologique et culturelle. La nécessité de la conceptualisation et théorisation ne s'est jamais faite autant sentir que dans un monde où chacun, chacune, est confronté en permanence au bruit et à la fureur, ainsi qu'à de profondes mutations. C'est dans cette envie de savoir, de recherche, d'éducation populaire, seule capable d'élever notre niveau de compréhension de ce qui est à l'œuvre dans la société, que nous

devons mieux ressourcer notre parti.

Le champ de notre intervention ne se limite pas aux échéances électorales. Nous sommes un parti d'action, qui cherche en permanence à faire vivre le débat et à gagner de vraies réponses aux besoins. Les pratiques clientélistes qui se développent, dont l'objet est d'asservir des hommes et des femmes par un jeu de pouvoir et de promesses sont un poison pour la politique. À chaque fois qu'un être humain est dans le besoin, quelle que soit son option politique, notre devoir est d'agir avec lui sans attendre de retour pour répondre à l'urgence comme au problème de fond que sa situation soulève. Notre projet est à usage immédiat : nous voulons être le parti d'un peuple qui se bat. Notre parti a vocation à s'exprimer dans la société à gorge déployée, à mettre en scène son projet, à faire grandir ses valeurs. Pour cela, il doit être un espace culturel où se croisent la politique, le débat d'idées et les pratiques artistiques. Son existence et son apport original sont des atouts pour tous ceux et celles qui cherchent à se rassembler pour changer les choses. Car à chaque fois que nécessaire, nous voulons participer aux rassemblements les plus efficaces pour gagner des avancées. Le Front de gauche en est l'une des dimensions majeures. C'est ce qu'ont compris celles et ceux qui nous rejoignent chaque jour.

### 3- Une ambition démocratique de tous les instants

Notre organisation est au service de ces choix. Ainsi, au cœur de notre fonctionnement, nous plaçons la délibération collective. C'est dans ce cadre, en rupture avec toute idée de hiérarchie, que s'exercent les responsabilités. Au sein de nos instances, nous voulons progresser encore pour faire vivre la parité, la mixité, le renouvellement et la diversité qui sont essentiels pour la démocratie. Ensuite, nous voulons créer les meilleures conditions d'une mise en mouvement des militantes et des militants dans leurs lieux de vie et d'engagement. Dans une société où l'on nous présente tous les choix comme des évidences techniques, nous voulons qu'ils puissent partout être porteurs de réflexion politique et de dynamiques citoyennes. Nous voulons qu'ils puissent partout faire naître cette solidarité et cette confiance qui permettent de pousser les portes que l'on croyait fermées. Nous voulons qu'ils puissent partout agir au nom du Parti communiste, en libérant l'initiative, la spontanéité et l'intervention militante.

Enfin, cela suppose de vivre un parti non étanche, tourné vers le monde en permanence et recherchant à se mettre en dialogue avec la société. Nous devons ainsi poursuivre les efforts entrepris pour mieux communiquer notre projet, nos propositions, nos initiatives, nos espoirs. Mais nous devons également développer et ouvrir nos réseaux et nos échanges à tous ceux et celles qui veulent travailler avec

nous, à tous ceux et celles dont la réflexion nous intéresse.

### 4- Un parti populaire, pleinement déployé dans la société

Pour s'adresser au peuple de notre pays, les partis dominants ont découpé la population en couches, catégories et communautés. En s'adressant à elles, il s'agit pour eux de les faire exister dans les représentations mentales, de les opposer entre elles plus ou moins artificiellement, puis d'opérer des choix et des alliances. Ce n'est pas notre conception des choses. Nous voulons parler à toutes et tous, en faisant émerger l'intérêt général, le bien commun, et la promotion des valeurs essentielles pour la dignité humaine. Mais pour cela, nous sommes conscients qu'il faut pouvoir s'adresser à chacune et chacun dans sa vie, sans réduire personne au statut social dans lequel la société le maintient enfermé.

Le rejet de la politique s'exprime massivement parmi celles et ceux qui subissent le plus les effets du système capitaliste et de sa crise. Et les pièges politiques se referment sur les hommes et les femmes qui sont hantés par la peur de perdre ce qu'ils ont durement gagné. Nous devons donc reconquérir la mobilisation des habitantes et des habitants des quartiers populaires, où les conditions de vie sont particulièrement dures, pour changer avec eux leur quotidien. Pour beaucoup, ils se sentent discriminés, abandonnés, relégués en dehors. Souvent, les lieux d'échanges, de rencontre, d'action sont justement ce qui fait défaut au vivre ensemble. C'est avec elles et avec eux que nous devons construire la politique dont ils ont besoin, en commençant notre chemin au plus près des besoins immédiats. C'est d'elles, c'est d'eux, que viendra le changement. C'est par elles, c'est par eux, que nous serons nous-mêmes révolutionnés.

Nous devons également fournir un effort singulier en direction des jeunes générations, fortement marquées par les prémices d'un nouveau monde à naître, mais que l'on a essayé d'élever plus que jamais dans l'esprit de compétition et le culte du mérite. Elles peuvent bousculer l'ordre établi si leurs aspirations à vivre ne sont pas étouffées. Le Parti communiste est pour elles et pour eux un formidable espace de vie et d'émancipation. Avec le MJCF et l'UEC, nous voulons mieux encore nous adresser à la jeunesse pour lui permettre de construire l'avenir. Nous devons nous adresser plus et mieux à celles et ceux qui produisent au quotidien les richesses. S'organiser pour l'action politique dans les entreprises, les grands groupes, les branches, les services publics, là où l'affrontement avec les forces du capital est le plus direct, est indispensable. Le travail, qui tend à occuper une place de plus en plus grande et de plus en plus pesante dans les vies, pour celles et ceux qui n'en sont pas privés, semble pourtant de plus en plus déconnecté du reste des existences et des enjeux politiques. C'est l'une

des prouesses de la pensée dominante. Nous voulons en faire un sujet politique majeur. Nous voulons produire un effort en direction de tous ceux et toutes celles dont les peurs et les souffrances sont instrumentalisées contre leurs propres intérêts. Partout, nous voulons approfondir notre lien avec les femmes et les hommes, et faire de notre parti un parti qui rassemble largement les hommes et les femmes épris de justice, de paix et de liberté.

### Fenêtre 5

#### Les transformations du PCF en question

*Nous voulons construire un parti communiste toujours plus en phase avec la société comme avec son projet. Quels changements sont nécessaires dans notre organisation ? Comment approfondir notre relation aux jeunes, au monde du travail et de la création, aux hommes et aux femmes des quartiers populaires, dans leurs diversités ? Comment renouveler nos pratiques et nos raisonnements dans notre activité avec le monde du travail ? Quelles nouvelles conceptions pour libérer l'initiative ? Comment susciter et mieux faire circuler les élaborations de tous les communistes pour nourrir et renforcer notre projet commun ?*

#### Conclusion

Qu'elles furent longues, ces années, à tâtonner, reprendre notre souffle, à résister au déferlement sauvage du capitalisme. Nous avons traversé ces épreuves sans chercher à les fuir. Mais nous sommes là, en ce moment où le monde peut basculer vers l'humanité plutôt que vers la barbarie. Nous sommes là, debout, humbles et fiers. Disponibles pour rallumer les étoiles. Il est grand temps, ne croyez-vous pas, de préférer poursuivre nos rêves plutôt que fuir un cauchemar. Pour faire grandir l'humain d'abord, prenez la main, prenez les rênes, prenez le pouvoir !

**A l'issue du débat,  
la base commune  
proposée  
par le Conseil national  
du PCF est adoptée :**

**Pour : 82**

**Contre : 10**

**Abstentions : 5**

**Ont collaboré à ce numéro**

**E. Ackermann, O. Ament,  
A. Feuchot, L. Klajnbaum,  
M.-N. Postel, J. Youdom.**

**Secrétariat : M. Renault,  
M. Parmigiani**

## SOUSCRIPTION

**Je verse : ..... euros**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Ville ..... Code postal .....

**Chèque à l'ordre de "ANF PCF"**

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

**www.pcf.fr/souscrire**

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.